

STOCKAGE DES CÉRÉALES
**Réception de 290
centres avant le
début de la
campagne de récolte**

P 16

HUIT ACCORDS SIGNÉS ENTRE DES ENTREPRISES DES DEUX PAYS

L'Algérie et la Chine renforcent leur coopération

● 42 projets d'investissement chinois enregistrés à l'AAPI

Le Forum d'affaires algéro-chinois sur l'investissement en Algérie, tenu hier à Alger, s'est conclu par la signature de plusieurs accords entre des entreprises algériennes et chinoises. En effet, huit accords ont été signés pour la réalisation de projets d'investissement et agricoles, sous la supervision du Ministre de l'Industrie, M. Saïfi Ghrib, ainsi que de l'Ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli. P 3



RÉFORME DU COMMERCE
EXTÉRIEUR

**Le CREA appelle à une
gestion plus efficiente**

Le vice-président du CREA, Reda Hachlaf, a plaidé, hier, en faveur d'une gestion plus ciblée et plus efficiente des importations et des exportations, mieux adaptée aux besoins des opérateurs économiques. Il a salué la dernière décision prise par le président de la République, concernant la dissolution d'Algex et la création de deux institutions pour la gestion du commerce extérieur.

P 2

DÉVELOPPEMENT DE
L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EN
ALGÉRIE

**L'engagement du
constructeur chinois
Jetour**

Dans le cadre des efforts déployés pour renforcer et développer l'industrie nationale, le ministre de l'Industrie, M. Safi Ghrieb, a supervisé hier la signature d'un mémorandum d'entente entre le ministère et le constructeur auto chinois Jetour, en présence de M. Shandong Qi, vice-président de la société Jetour Auto, indique le ministère dans un communiqué.

P 3

29 ÉDITION DE LA JOURNÉE
DE L'ÉNERGIE

**Cap sur la transition
énergétique**

L'Algérie est appelée à être le réceptacle de méga-projets énergétiques qui assureront sa transition énergétique. Le pays dispose d'atouts majeurs pour ces projets : un ensoleillement optimal pour la production solaire et une solide expérience dans l'exportation d'énergie via ses gazoducs existants pour l'hydrogène vert. Or c'est particulièrement le Sud du pays, qui assurera cette transition, selon les propos du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, qui a pris part, hier, à l'ouverture de la 29^e édition de la Journée de l'Énergie.

P 5

GAZ

**La demande mondiale
devrait croître de 2 %
en 2025 et 2026** P 5

AVEC SON INTRODUCTION EN BOURSE

**La BDL porte son capital
à 147,4 milliards de DA** P 5

EL KANTARA (BISKRA)

**Inauguration d'une unité
de production de fourrages
extraits de résidus de
palmier** P 16

MINISTÈRE DU
COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA PROMOTION
DES EXPORTATIONS

**Le ministre Kamel
Rezig prend ses
nouvelles fonctions**

Kamel Rezig a pris, hier, ses fonctions de ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en remplacement de M. Mohamed Boukhari, qui a été nommé, lundi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE). La cérémonie de passation de pouvoirs s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres centraux et des représentants d'établissements sous tutelle. A cette occasion, M. Rezig a remercié le président de la République de lui avoir renouvelé sa confiance pour diriger le secteur du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, s'engageant à mettre en œuvre la feuille de route tracée par le président de la République. Il a également salué les efforts consentis par M. Boukhari à la tête du ministère, le félicitant pour son nouveau poste et s'engageant à "poursuivre le travail avec les cadres du ministère et en étroite coordination avec l'ensemble des secteurs en vue d'atteindre les objectifs fixés". Avant sa nomination, M. Rezig occupait le poste de conseiller du président de la République chargé du commerce, de l'approvisionnement, du contrôle et de l'import-export. Docteur d'Etat en sciences économiques de l'Université d'Alger, M. Rezig avait déjà occupé le poste de ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, de janvier 2020 à mars 2023. De son côté, M. Boukhari a adressé ses remerciements au président de la République pour la confiance placée en sa personne à la tête d'un secteur important et pour le renouvellement de cette confiance à la tête du Conseil national économique, social et environnemental. Il a également salué les efforts déployés par les cadres du secteur pour atteindre les objectifs fixés, s'engageant à consentir davantage d'efforts dans ses nouvelles fonctions.

RÉFORME DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le CREA appelle à une gestion plus efficiente

Le vice-président du CREA, Reda Hachlaf, a plaidé, hier, en faveur d'une gestion plus ciblée et plus efficiente des importations et des exportations, mieux adaptée aux besoins des opérateurs économiques. Il a salué la dernière décision prise par le président de la République, concernant la dissolution d'Algex et la création de deux institutions pour la gestion du commerce extérieur.

Par Mourad A.

Dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne III », Hachlaf a précisé que cette suppression devrait être suivie de la création de deux nouvelles structures distinctes, l'une dédiée aux importations et l'autre aux exportations, afin de rendre les procédures plus efficaces. Toutefois, il a également souligné les inquiétudes suscitées par cette réorganisation, notamment en ce qui concerne la confusion persistante entre les produits destinés à la revente en l'état et ceux essentiels à la production locale. « Face à cette problématique, le CREA recommande une gestion plus fine, organisée par filières, et propose de collaborer avec les nouvelles agences afin de mieux identifier les produits selon les secteurs », a-t-il déclaré, ajoutant que « l'objectif est d'éviter les blocages inutiles à l'importation et de préserver les besoins essentiels des différents acteurs économiques ».

Abordant la dynamique industrielle en cours, Reda Hachlaf a indiqué que la part de l'industrie dans le PIB a doublé entre 2019 et 2024, passant de 3 % à près de 6 à 7 %, avec pour ambition de la porter à 12 %, voire de retrouver le niveau historique de 18 %. Cette progression repose notamment sur les quelque 13 000 projets industriels enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). « Le lancement effectif d'une partie de ces projets se reflète dans l'affiliation de plus de 400 000 nouveaux travailleurs à la CNAS en 2024. Toutefois, si l'ensemble de ces projets avait obtenu rapidement les autorisations nécessaires, l'impact sur l'emploi aurait pu être encore plus significatif », a-t-il observé. Parmi les freins structurels au développe-



ment industriel, Hachlaf a particulièrement insisté sur le manque de foncier. Bien que la gestion du foncier relève de l'AAPI, seuls 400 à 500 lots ont été distribués, un chiffre largement insuffisant par rapport au nombre de projets en attente. Ce déficit s'explique notamment par le manque de zones industrielles, en particulier dans certaines régions du pays. Il a recommandé la création de nouvelles zones, y compris dans des régions vierges du sud, et proposé une approche innovante consistant à confier leur aménagement à des opérateurs privés regroupés, une formule qui a déjà montré son efficacité à Blida.

Concernant le guichet unique, le Vice-président du CREA a critiqué son inefficacité actuelle, soulignant qu'il se limite à l'octroi d'avantages fiscaux sans réellement accélérer les procédures liées au foncier, aux permis ou à l'environnement. « Conscient de cette lacune, le président a reconnu la nécessité de mettre en place un véritable guichet unique, capable de délivrer l'ensemble

des autorisations nécessaires à l'investisseur en un seul point », a-t-il déclaré. Il a également appelé les opérateurs économiques à s'orienter vers des secteurs encore sous-investis, tels que le secteur bancaire et le transport maritime, jugés essentiels pour accompagner la relance économique. Le CREA, dans cette optique, recommande que les banques fixent des délais clairs pour répondre aux demandes de crédit, qu'elles soient acceptées ou non, afin de renforcer la transparence et l'efficacité du financement. Enfin, l'intervenant a rappelé que le CREA défend une vision économique fondée sur un soutien stratégique à l'industrie nationale à travers l'importation ciblée de matières premières.

Il a insisté sur la nécessité d'encourager l'intégration locale en incitant les importateurs à se transformer progressivement en producteurs. Cette vision repose aussi sur le renforcement des filières économiques et une meilleure concertation entre l'État et les opérateurs.

ANPDP

Création d'un nouveau service sur son site web

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a annoncé, mardi dans un communiqué, la mise en œuvre d'un nouveau service sur son site web, ayant pour but d'apporter plus de soutien et de facilités pour se conformer aux dispositions de la loi 18-07. "Partant de l'approche adoptée par l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel en matière d'accompagnement des organismes publics et privés et des personnes physiques qui traitent des données à caractère personnel et

afin d'assurer une application correcte des dispositions de la loi 18-07 de la part des responsables du traitement, l'ANPDP annonce la création d'un nouveau service sur son site web dans le but d'apporter plus de soutien et de facilités pour se conformer aux dispositions de la loi suscitée", note le communiqué. Ce service inclut, selon la même source, un espace comprenant les supports suivants: - Document sur la procédure de conformité avec les dispositions de la loi 18-07. - Prototype d'un contrat ou d'un acte juridique relatifs à la sous-traitance régi par

l'article 19 de la loi 18-07. - Prototype d'une notice d'information sur le traitement destiné pour avoir le consentement des personnes concernées lors de la collecte de leurs données personnelles". - Prototype d'un engagement de confidentialité et de non divulgation des informations. - Prototype d'une Charte de sécurité informatique". Pour plus d'informations, l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel indique qu'il est possible de la contacter via les adresses e-mail disponibles sur son site web "www.anpdp.dz".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HUIT ACCORDS SIGNÉS ENTRE DES ENTREPRISES DES DEUX PAYS

L'Algérie et la Chine renforcent leur coopération

Le Forum d'affaires algéro-chinois sur l'investissement en Algérie, tenu hier à Alger, s'est conclu par la signature de plusieurs accords entre des entreprises algériennes et chinoises. En effet, huit accords ont été signés pour la réalisation de projets d'investissement et agricoles, sous la supervision du Ministre de l'Industrie, M. Saïfi Ghrib, ainsi que de l'Ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli.

Par Sirine R

Le premier accord a été signé entre la Société algérienne des transports ferroviaires (SNTF) et la société chinoise GENERIC CNTIC, filiale du groupe CRRC, pour la réalisation d'un complexe en Algérie spécialisé dans la conception, l'ingénierie et la production d'équipements et de matériels ferroviaires ainsi que les pièces associées. Un autre accord a été signé entre la Société nationale des fonderies (Fondal), filiale de la Société nationale de l'industrie du fer (SNS), et la société chinoise Jetour pour la fabrication de voitures. Ce projet, d'une valeur d'investissement de plus de 105 millions de dollars sur cinq ans, prévoit la création d'une usine à Batna pour la production de 270 000 voitures, ce qui permettra de créer 1 000 emplois. Toujours dans le secteur automobile, un accord de partenariat a été signé entre le Groupe Iris et la société chinoise Chery pour la réalisation d'un projet de peinture et de soudure des carrosseries automobiles sur une superficie de 230 000 mètres carrés, avec la création de 1 200 emplois directs. Dans le secteur agricole, un accord a été signé entre Global Agri-Food, une filiale du groupe Madar Holding, et une société chinoise pour la réalisation d'un projet

agricole dans le sud de l'Algérie, visant à développer des cultures stratégiques pour le pays. Un autre accord signé entre Madar Maritime, également une filiale du groupe Madar Holding, porte sur la création d'une entreprise de fabrication de conteneurs maritimes, destinés au transport des matières premières et des produits finis par voie terrestre et maritime. Le groupe Madar et la société chinoise CCECC ont également signé un accord pour créer une entreprise spécialisée dans l'ingénierie industrielle, afin de fournir une assistance technologique aux entreprises du groupe, et de réaliser des études pour les fabricants algériens, qu'ils soient publics ou privés. Un partenariat a également été conclu entre le groupe Agrolog et la société chinoise CRCC pour la réalisation d'un projet dans l'élevage de poulets. Enfin, le groupe Condor a signé un contrat avec la société Hisense pour la construction d'une usine de climatisation et de fabrication de lave-linges en Algérie. Lors de la cérémonie de signature des accords, il a été annoncé qu'un accord entre Sigma, producteur de motos et vélos à Mila, et la société chinoise QJ MOTOR, sera signé le 5 mai prochain. L'objectif de cet accord est de développer la production de l'entreprise algérienne via un transfert de technologie. Lors de son discours d'ouverture, le ministre de

l'Industrie, Sifi Ghrieb, a appelé les opérateurs économiques chinois à tirer parti de l'amélioration du climat des investissements en Algérie afin d'augmenter le volume de leurs investissements directs dans le pays. Il a également exhorté, en parallèle, les exportateurs algériens à redoubler d'efforts pour renforcer la présence des produits nationaux sur le marché chinois. « Nous aspirons à accroître le volume des investissements chinois en Algérie, notamment dans les secteurs générateurs de richesse », soulignant les atouts uniques dont dispose le pays, en particulier sa position stratégique et centrale dans le monde arabe et africain, qui fait de l'Algérie un véritable hub économique.

À cette occasion, M. Ghrib a indiqué que les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 12,5 milliards de dollars en 2024. « L'Algérie est devenue le plus grand marché commercial de la Chine en Afrique. Aujourd'hui, la Chine est un partenaire stratégique, solide et fort », a-t-il conclu. Pour sa part, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a indiqué que le fort potentiel de l'Algérie en matière d'investissement ouvrirait de « larges perspectives » de coopération industrielle entre opérateurs économiques algériens et chinois.

D'UNE VALEUR DE 4,5 MILLIARDS DE DOLLARS
42 projets d'investissement chinois enregistrés à l'AAPI

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré 42 projets chinois d'une valeur de 4,5 milliards de dollars, dont la plupart sont des investissements directs dans le secteur industriel, a indiqué mardi à Alger le directeur général (DG) de l'agence, M. Omar Rekkache. Lors de l'ouverture du Forum d'affaires algéro-chinois, M. Rekkache a précisé que l'agence a enregistré 42 projets d'investissement chinois au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers depuis la création de l'agence en novembre 2022 jusqu'en mars dernier, pour un montant total dépassant 614 milliards de DA, soit 4,5 milliards de dollars. Ces projets sont répartis entre investissements directs (22 projets) et projets en partenariat entre des entreprises chinoises et des opérateurs nationaux (20 projets), la plupart dans le secteur industriel, ce qui témoigne de l'intérêt croissant des opérateurs chinois pour l'investissement direct en Algérie, précise le DG. En outre, plusieurs investisseurs chinois ont exprimé leur volonté de lancer des projets d'investissement dans divers domaines, que l'agence examine en coordination avec les secteurs concernés, a ajouté M. Rekkache. Cette orientation, explique le DG, reflète une réelle volonté d'élargir la présence de la Chine en Algérie et de passer de la participation aux appels d'offres, commandes et services à l'exploitation des avantages compétitifs offerts par l'Algérie pour la réalisation d'investissements productifs. Le forum d'affaires algéro-chinois sur l'investissement en Algérie, se déroule au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec la participation d'un nombre important d'opérateurs économiques des deux pays.

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EN ALGÉRIE :

L'engagement du constructeur chinois Jetour

Par S R.

Dans le cadre des efforts déployés pour renforcer et développer l'industrie nationale, le ministre de l'Industrie, M. Saïfi Ghrieb, a supervisé hier la signature d'un mémorandum d'entente entre le ministère et le constructeur auto chinois Jetour, en présence de M. Shandong Qi, vice-président de la société Jetour Auto, indique le ministère dans un communiqué. Cette initiative stratégique vise à établir une industrie nationale avancée de véhicules, reposant sur un taux d'intégration locale significatif

et visant à réduire la dépendance à l'égard des importations. Selon la même source, le mémorandum d'entente ambitionne de réaliser plusieurs objectifs stratégiques, notamment : « renforcer l'intégration locale en permettant aux constructeurs de s'appuyer sur des produits nationaux et en réduisant l'importation de composants ; soutenir l'industrie des pièces de rechange en créant un environnement favorable pour que les fabricants de composants puissent intégrer les chaînes de production nationales et internationales ; garantir un taux d'intégration locale dès le lancement de l'ac-

tivité ; encourager la coopération entre les constructeurs de véhicules et les fabricants de pièces détachées afin d'assurer une production de haute qualité répondant aux normes techniques requises et permettre aux fabricants de pièces détachées d'obtenir les homologations techniques nécessaires ». Le ministre a souligné que la réalisation d'une industrie nationale avancée de véhicules nécessite la mobilisation de tous les acteurs, ainsi que la création d'un environnement d'investissement attractif, basé sur un partenariat entre les secteurs public et privé, tout en

mettant en place un cadre réglementaire incitatif garantissant la croissance durable de ce secteur stratégique.

Il a également réaffirmé l'engagement du ministère de l'Industrie à soutenir toutes les initiatives visant à développer ce domaine, et à travailler en étroite collaboration avec les partenaires pour concrétiser une vision industrielle intégrée, contribuant à la création de nouveaux emplois et au renforcement du positionnement de l'Algérie sur le marché de la construction automobile, tant au niveau local qu'international.

NADIR LARBAOUI, PREMIER MINISTRE

« Le Président de la République a posé les bases d'une vision stratégique de développement multidimensionnelle »

Synthèse R E.

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier à Alger, la cérémonie d'installation de M. Mohamed Boukhari à la tête du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), en remplacement de Mme Rabéa Kharfi, en exécution de la décision prise, lundi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors de son discours, Larbaoui a souligné que le Président de la République a posé les bases d'une vision stratégique de développement multidimensionnelle, fondée sur la transformation économique, la jus-

tice sociale et le développement durable. « Cette vision, comme il l'a précisé, fait partie du programme réformiste global et ambitieux du Président de la République, visant à mettre en œuvre des projets structurels majeurs, à soutenir l'investissement et à promouvoir une économie créatrice de richesse, tout en renforçant la production nationale, encourageant les exportations et en poursuivant la transformation vers une économie du savoir, de l'innovation et de la numérisation, tout en préservant le caractère social de l'État », a-t-il souligné, insistant sur le fait que cette vision stratégique, à la fois profonde et globale, nécessite l'effort concerté de tous

les acteurs, y compris le Conseil économique, social et environnemental, afin qu'il soit une plateforme de discussion scientifique, de dialogue, de réflexion collective et de propositions constructives. Le Premier ministre a également invité le Conseil économique, social et environnemental, en raison de son rôle consultatif et de sa composition diversifiée, incluant des compétences issues de différents horizons scientifiques, économiques, sociaux et environnementaux, à accompagner les profondes transformations en cours en Algérie. Il a souligné l'importance de formuler des propositions et des recommandations visant à améliorer les politiques

publiques, à soutenir les efforts du gouvernement pour construire une économie diversifiée, compétitive et inclusive, qui ne repose pas uniquement sur les ressources traditionnelles, mais qui mise sur le savoir, l'innovation et l'esprit d'initiative. Enfin le Premier ministre a réaffirmé l'importance capitale que le Président de la République accorde à cet organe consultatif et a mis l'accent sur la nécessité de renforcer sa place et de développer ses performances dans l'élaboration des propositions et des recommandations, en intégrant la société civile, concernant les politiques économiques, sociales et environnementales du pays.

DIVERSIFICATION DE
L'ÉCONOMIE
NATIONALE

Nécessité de
développer le
secteur minier

La Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des mines, Karima Tafer, a souligné, lundi soir à Oran, la nécessité de développer le secteur minier afin de diversifier l'économie nationale et de créer de la valeur ajoutée. Mme Tafer a précisé, lors d'une déclaration à la presse, que sa visite d'inspection dans la wilaya s'inscrit dans le cadre du plan établi pour le développement du secteur minier, qualifiant ce dernier de stratégique, capable de contribuer activement à la croissance et à la diversification économique. Elle a ajouté que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance à ce secteur afin de stimuler les exportations et réduire la facture d'importation. Au cours de sa visite, la Secrétaire d'Etat a inspecté un terrain appartenant au complexe sidérurgique Tosyali (fer et acier), destiné à l'entreposage du fer provenant de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf). Lors de sa visite à la carrière de marbre Kristel, relevant de l'Entreprise nationale des granulats et située dans la commune de Sidi Benyebka, Mme Tafer a donné des instructions visant à valoriser les produits de la carrière, à la fois pour l'exportation et pour répondre aux besoins du marché national. Pour sa part, Ahmed Sahraoui, directeur de l'unité de Kristel pour la production de marbre, a déclaré à la presse que la capacité de production annuelle de l'unité, qui exploite trois carrières (marbre rouge, jaune et rose) réparties sur 157 hectares, s'élève à 2.500 mètres cubes par an, avec un gisement estimé à 4 millions de mètres cubes. Il a également précisé que deux opérations d'exportation de marbre rouge ont été réalisées auparavant vers la Chine et l'Espagne, pour un volume total de 200 tonnes, tandis que 2.000 tonnes supplémentaires sont prévues à l'exportation vers les mêmes pays au cours de l'année 2025. Enfin, M. Sahraoui a annoncé que la remise en service des carrières de marbre jaune et rose est prévue pour l'année 2026.

STOCKAGE DES CÉRÉALES

Réception de 290 centres avant le début de la campagne de récolte

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche Youcef Cherfa a annoncé, lundi à Tlemcen, que 290 centres de stockage intermédiaire des céréales seront réceptionnés au niveau national, avant le lancement de la campagne de moisson et battage de la saison agricole en cours. Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué à la presse que 350 centres de stockage intermédiaire sont en cours de réalisation à travers le pays, chacun ayant une capacité de stockage de 5.000 tonnes, dont 290 seront prêts avant le début de la campagne de récolte. Il a ajouté qu'en plus de ces infrastructures, 30 silos stratégiques d'une capacité de 10.000 tonnes chacun sont en cours de construction, ainsi que 16 autres silos dont les travaux ont récemment commencé. L'ensemble de ces infra-

structures portera la capacité de stockage nationale à 5 millions de tonnes, qui viendront s'ajouter aux 4 millions de tonnes actuellement stockées dans les centres de stockage répartis à travers le pays. Cette démarche vise à atteindre les objectifs fixés par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de stockage des céréales et d'autosuffisance alimentaire. M. Cherfa a précisé que ces centres sont réalisés selon des normes internationales en matière de stockage, de gestion et de surveillance, incluant notam-

ment l'usage de la vidéosurveillance. Le coût de réalisation d'un centre de stockage est estimé à 250 millions de dinars. Il a également souligné que la wilaya de Tlemcen, à vocation fortement agricole, figure parmi les wilayas les plus avancées en matière de stockage des céréales, bénéficiant de huit projets de centres de stockage intermédiaire, dont cinq déjà inaugurés et trois autres entrant en service avant la prochaine campagne de moisson, pour une capacité totale de 400.000 quintaux (soit 50.000 quintaux par centre).

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
AU PROFIT DES ASSOCIATIONS

222 projets alloués par le ministère de la solidarité

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé l'allocation de 222 projets au titre de l'exercice 2025, dans le cadre du Programme de développement communautaire, au profit des associations, s'inscrivant en droite ligne avec la stratégie de l'Etat visant à concrétiser "un développement équilibré", a indiqué lundi un communiqué du ministère. Ces projets, précise le ministère, visent à "soutenir les zones nécessitant des programmes de développement complémentaires, afin d'améliorer les conditions de vie des populations, répondre à leurs besoins, leur permettre d'accéder aux services publics et de base fournis par diverses institutions, de renforcer et de développer leurs capacités et d'assurer leur autonomisation socioéconomique, en sus d'encourager leur participation à la production nationale. La mise en œuvre de ces projets repose sur "une approche parti-

cipative, impliquant les populations ciblées à toutes les étapes, dès l'identification jusqu'à la concrétisation des projets proposés et définis par les équipes des cellules de proximité de solidarité, en collaboration avec les bénéficiaires". Les dossiers doivent être déposés auprès des directions de l'action sociale et de la solidarité (DASS) des wilayas dans un délai de 21 jours à compter de la date de l'annonce", ajoute la même source. "Le montant maximum pour chaque projet de développement communautaire est estimé à quatre millions de DA, dont 90 % pris en charge par l'Agence de développement social (ADS), et 10 % à la charge du bénéficiaire", selon le communiqué, ajoutant que les bénéficiaires sont également associés au suivi de la réalisation et à la réception des projets, avec l'accompagnement du ministère de la Solidarité nationale à travers l'ADS et ses cellules de proximité.

COMMERCE
L'Etat opte pour la
régulation du marché

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni a affirmé, lundi à Alger, que l'Etat opte pour la régulation du marché et l'équilibre entre liberté d'initiative et contrôle, sans un retour à la politique de régulation globale, ni de retrait total. Lors d'une audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée au débat autour du projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2022, présidée par M. Mohamed El Hadi Arbaoui, président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, le ministre a précisé que cette orientation reflète la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui définit le rôle de l'Etat comme régulateur garant de la stabilité. M. Zitouni a rappelé les instructions du président de la République sur "la nécessité de renforcer l'efficacité de la performance gouvernementale et de réaliser la souveraineté économique, en appui au processus de réformes et à la construction d'un système financier et commercial plus performant, à même de relever les défis actuels". Dans ce sillage, il a souligné l'importance du secteur du commerce intérieur, le qualifiant d'"outil pour rationaliser les subventions, de levier pour intégrer l'économie parallèle, et de catalyseur pour réaliser l'équilibre entre la production, la distribution et la consommation, contribuant ainsi à l'équilibre de la balance des paiements et à l'allègement du fardeau du Trésor public".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التتمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 أبريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Avril 2025

Produits	Prix du détail DA / Kg			المنتجات	
	متوسط Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا
	Tomate	98	113	84	الطماطم
	Oignon sec	66	73	58	البصل الجاف
	Ail sec	648	727	570	الثوم الجاف
	Carotte	76	85	66	الجزر
	Navet	96	108	85	لفت
	Petit pois	157	176	138	الجلبانة
	Fève verte	89	101	77	الفول الأخضر
	Courgette	86	98	73	الكوسة
	Haricot vert	265	294	236	الفاصولياء الخضراء
Laitue	98	110	85	الخس	
Fruits frais	Orange	102	131	72	البرتقال
	Citron	112	137	86	الليمون
	Pomme locale	561	698	424	التفاح المحلي
	Datte	547	686	408	التمر
Produits d'origine animale	Banane	521	553	489	الموز
	Viande bovine locale	1773	1909	1638	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,88	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	36536	51 150 400,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-0,35	2,99	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	3,83	1,32	12,10	5,43	118707	273 026 100,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,68	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,94	2,03	-	0	0,00

29 ÉDITION DE LA JOURNÉE DE L'ÉNERGIE

Cap sur la transition énergétique

L'Algérie est appelée à être le réceptacle de méga-projets énergétiques qui assureront sa transition énergétique. Le pays dispose d'atouts majeurs pour ces projets : un ensoleillement optimal pour la production solaire et une solide expérience dans l'exportation d'énergie via ses gazoducs existants pour l'hydrogène vert. Or c'est particulièrement le Sud du pays, qui assurera cette transition, selon les propos du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, M. Mohamed Arkab, qui a pris part, hier, à l'ouverture de la 29^e édition de la Journée de l'Énergie.

Par Réda Hadi

Cet événement est organisé par le membre du Conseil de la Nation, le Professeur Chems Eddine Chitour, en collaboration avec l'École Nationale Polytechnique. Lors de son discours d'ouverture, Arkab a mis en relief les axes fondamentaux de la politique énergétique de notre pays, pour sortir du « tout fossile ». Il faut rappeler que cette initiative, devenue une tradition scientifique et académique majeure, rassemble décideurs, experts et étudiants. Le thème de cette année est : « Le Sud : horizon du développement durable », une thématique traduisant la vision stratégique de l'État algérien, sous la conduite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire du Sud un moteur du développement national. Aussi, M. Mohamed Arkab a présenté les projets phares du secteur dans le cadre de la transition énergétique, notamment le lancement d'un programme de production de 15 000 MW d'énergie solaire à l'horizon 2035, le raccorde-

ment du Grand Sud au réseau électrique national, ainsi que les projets pilotes de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité et au gaz, avec plus de 80 000 exploitations déjà raccordées à ce jour.

En matière d'énergie solaire, l'Algérie dispose d'un potentiel très favorable avec des moyennes annuelles d'ensoleillement variant entre 2600 h/an dans le Nord à 3500 h/an dans le Sud.

D'un autre côté, il est également revenu sur les grands projets miniers lancés dans le Sud du pays, notamment l'exploitation des minerais de fer de la mine de Gara Djebilet, considéré comme un axe stratégique pour le développement d'une industrie de transformation nationale à forte valeur ajoutée. Il a également mentionné le projet de développement de la filière lithium et batteries, en partenariat avec le Professeur Karim Zaghbi, pour établir une chaîne de production locale dans le domaine du stockage d'énergie.

Le ministre a salué le lancement officiel du projet TaqatHy+, initié

en partenariat avec l'Union européenne et l'Allemagne, qui constitue un soutien majeur au développement des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de l'efficacité énergétique.

Il a renouvelé son soutien plein et entier à la jeunesse algérienne, en particulier aux étudiants, ingénieurs et startups, en application des directives du Président de la République, affirmant que le véritable enjeu de la transition énergétique ne pourra être relevé qu'en investissant dans le capital humain. Pour conclure, le ministre a remercié le Professeur Chems Eddine Chitour pour l'organisation de cet événement, et a salué les contributions qualitatives des étudiants de l'École Nationale Polytechnique, mettant en avant leurs présentations et idées qui reflètent une nouvelle génération compétente et capable de relever les défis. Il a enfin rappelé l'importance de la Journée du Savoir, célébrée le 16 avril, en tant que symbole de la connaissance, de la science et du développement.

GAZ

La demande mondiale devrait croître de 2 % en 2025 et 2026

Par R.E.

La demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 2 % par an en 2025 et 2026, selon les prévisions du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), publiées dans son dernier rapport annuel. "Les perspectives à court et moyen terme pour le gaz naturel demeurent solides, avec une croissance annuelle de la demande mondiale estimée à 2 % pour les années 2025 et 2026", indique le rapport annuel sur le marché gazier "Annual Gas Market Report-AGMR 2025) publié sur le site web du Forum. Cependant, l'organisation met en garde contre les risques susceptibles d'affecter ces prévisions, notamment les droits de douane généralisés annoncés récemment par les États-Unis, dont les effets négatifs ne sont pas pris en compte dans le présent rapport. En 2024, la consommation mondiale de gaz a progressé de 2,5 %, atteignant un niveau record de 4.170 milliards de mètres cubes (m3). Cette hausse a été portée principalement par la forte demande en Asie-Pacifique, précise le GECF, ajoutant que les secteurs de la production d'électricité et de l'industrie ont été les principaux moteurs de cette croissance. De son côté, la production mondiale de gaz a évolué au même rythme que la demande. Le Forum souligne à ce titre que ses pays membres continuent de jouer un rôle "clé" dans la couverture des besoins mondiaux en gaz. Par ailleurs, le commerce mondial de gaz par gazoducs a connu une hausse de 6 %, atteignant 606 milliards de m3, mettant ainsi fin à deux années consécutives de recul. Cette progression a été enregistrée dans la plupart des grandes régions du globe. S'agissant du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), il est resté relativement tendu, avec une croissance limitée à 1 %. Le rapport précise que la capacité mondiale de liquéfaction devrait augmenter de manière significative de 206 millions de tonnes par an (Mtpa) entre 2025 et 2028. "Le rapport annuel du GECF sur le marché du gaz témoigne d'un regain de vigueur et de résilience pour le gaz naturel. Au cours d'une année marquée par une forte hausse de la demande mondiale en énergie primaire, le gaz naturel a réaffirmé son rôle central. Sa consommation a atteint un niveau record, contribuant à hauteur de 35 % à la croissance de la demande en énergie primaire, soit la part la plus élevée parmi tous les combustibles", a souligné le Secrétaire général du GECF, Mohamed Hamel, dans la préface du rapport.

AVEC SON INTRODUCTION EN BOURSE

La BDL porte son capital à 147,4 milliards de DA

Par Mourad A.

L'introduction en bourse de la Banque de Développement Local (BDL), intervenue au début de l'année 2025, constitue une étape majeure dans le processus de modernisation du secteur bancaire public en Algérie. L'opération, qui portait sur l'ouverture de 30 % du capital de la banque, a connu un succès indéniable, dépassant largement les attentes. Dès les premières semaines, la souscription a permis de lever près de 75 milliards de dinars, soit 121 % de l'objectif initial, fixé à 61,88 milliards. Face à cet engouement, l'offre a été clôturée de manière anticipée dès le 18 février, soit deux jours avant la date officielle, a fait savoir Mohamed Mebarek, directeur général par intérim de la BDL.

Ce succès s'explique notamment par une forte participation citoyenne : les particuliers ont souscrit à 80 % des actions mises sur le marché, un phénomène rare dans ce type d'opération. Mohamed Mebarek a attribué cet enthousiasme, lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale, à une prise de conscience nouvelle des opportunités offertes par l'épargne productive. « Nous avons voulu faire de cette opération un

levier pour ancrer la culture boursière chez les citoyens, et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les Algériens ont répondu présents, avec sérieux et engagement », a-t-il déclaré. La dynamique s'est poursuivie sur le marché secondaire, où la forte demande, conjuguée à une faible volonté de revente de la part des actionnaires, a entraîné une hausse du prix de l'action au-delà de sa valeur nominale, avec des ordres d'achat atteignant 1 402 dinars. Ce regain d'intérêt a également été stimulé par l'annonce de la distribution des dividendes au titre de l'exercice 2023, prévue pour juillet 2025, avec un rendement estimé entre 5 et 6 %, bien supérieur à la moyenne du marché. Sur le plan structurel, cette ouverture du capital a permis à la BDL de renforcer ses fonds propres, portant son capital de 103,2 à 147,4 milliards de dinars, consolidant ainsi sa capacité de financement conformément aux normes prudentielles. Cette consolidation porte déjà ses fruits : la banque a atteint un volume de financement de 1 300 milliards de dinars en 2024, avec l'objectif de dépasser les 1 400 milliards en 2025. L'essentiel de ces financements est orienté vers l'économie productive, notamment les secteurs industriel, agricole, du bâtiment et des infrastructures, tout en incluant une

progression notable des crédits accordés aux particuliers. « Cette montée en puissance de nos capacités financières nous permet d'accompagner plus largement les porteurs de projets, les investisseurs et l'économie réelle, ce qui est au cœur de notre mission en tant que banque publique de développement », a affirmé Mohamed Mebarek.

En parallèle, la BDL poursuit activement sa stratégie de modernisation. Celle-ci passe par l'élargissement de son réseau d'agences, en particulier dans le Sud et les nouvelles wilayas, ainsi que par le développement de ses services numériques, afin de faciliter l'accès aux services bancaires à distance. La banque s'affirme également dans le domaine de la finance islamique, avec plus de 60 milliards de dinars mobilisés à travers des produits conformes à la charia, répartis sur plus de 70 000 comptes. « Notre priorité est de rapprocher davantage la banque du citoyen, partout sur le territoire national, tout en répondant aux attentes nouvelles en matière de digitalisation et de finance éthique », a précisé M. Mebarek.

Au-delà des performances financières, l'introduction en bourse a renforcé la transparence et la gouvernance de la BDL. Elle impose une régularité dans la

publication des états financiers et ouvre le conseil d'administration à des représentants des actionnaires privés, ce qui confère à la banque une attractivité nouvelle, notamment auprès des investisseurs étrangers. Cette opération a également contribué à raviver la confiance du public dans le système bancaire, en favorisant la bancarisation de l'épargne informelle, à un moment où les autorités appellent à une plus grande implication du secteur privé, y compris par la création de banques à capitaux algériens. « Aujourd'hui, être présent en bourse signifie plus qu'un simple acte financier : c'est un engagement envers la transparence, la rigueur et la confiance, qui sont les fondements d'une banque moderne », a-t-il souligné.

Par cette opération réussie, la BDL se positionne comme un acteur central dans la réforme du système financier et la dynamisation du marché des capitaux, en phase avec les orientations économiques fixées par les pouvoirs publics. « La BDL est désormais prête à accompagner les grandes transformations de notre économie, avec des outils renforcés, une gouvernance repensée et une vision résolument tournée vers l'avenir », a-t-il conclu.

SÉTIF

Ouverture du 1er séminaire international sur l'intelligence artificielle

L'université Ferhat-Abbas (Sétif 1) abrite depuis lundi le 1er séminaire international sur "l'Intelligence artificielle (IA) dans les services financiers", en présence de 250 spécialistes, dont 9 étrangers venus de Malaisie, d'Égypte, de Sultanat d'Oman, de République de Corée, de Pologne et de Tunisie.

Le Pr ChawkiBourokba, doyen de la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, structure initiatrice de la manifestation, a précisé, en marge de l'inauguration de la rencontre, que ce séminaire scientifique "ambitionne d'être un rendez-vous annuel, régulier, destiné à se pencher sur des questions économiques contemporaines, actuellement traitées par l'AI".

Les participants présenteront, durant deux jours, 53 communications centrées sur "les utilisations de l'IA dans le domaine financier, en général, et dans les services financiers, en particulier", a encore indiqué le Pr Bourokba, soulignant que les principaux objectifs de la rencontre consistent à "échanger des expériences, à tirer profit de celles d'autres pays, d'identifier les outils et les techniques les plus importants actuellement utilisés dans le domaine des services financiers au niveau mondial, et d'étudier les moyens de faire bénéficier les institutions financières nationales de ces expériences".

Le même intervenant a également souligné que la "diversité des participants", universitaires, professionnels (gestionnaires d'institutions financières), étudiants et chercheurs, et les communications attendues devraient enrichir le débat et donner un élan à l'échange d'expériences avec d'autres pays.

L'événement sera également marqué par une exposition, dans le hall de la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université Sétif 1, qui permettra de découvrir des exemples de projets d'étudiants liés à l'utilisation de l'IA et aux techniques financières.

COMMERCE À TIZI-OUZOU

Plus de 7000 opérations de contrôle de qualité en mars

Pas moins de 7417 interventions de contrôle de qualité et de répression de la fraude ont été effectuées à Tizi-Ouzou durant le mois de mars dernier par les agents de la direction locale du commerce, selon un bilan communiqué lundi.

Ces opérations menées par les 76 brigades mises sur pied à cet effet, 40 pour le contrôle des activités commerciales et 36 autres pour la répression de la fraude et de la spéculation, ont donné lieu à l'enregistrement de 828 infractions, l'établissement de 813 procès-verbaux et la proposition de fermeture de 56 locaux commerciaux. En matière de contrôle de qualité et de la répression de la fraude, il a été effectué 3762 interventions qui ont donné lieu à 427 infractions, 416 procès-verbaux, 38

propositions de fermeture et à la saisie de 3,5 tonnes de produits non conformes d'une valeur de 144 millions DA. S'agissant du contrôle des activités commerciales, 3693 interventions ont été effectuées par les agents de la direction du commerce qui ont enregistré 399 infractions et établi 397 procès-verbaux pour des infractions.

Les infractions enregistrées en la matière se rapporte, entre autres, à l'absence ou l'expiration du registre de commerce,

l'exercice d'une activité non autorisée ou l'absence de factures et le non affichage des prix.

Durant la même période, 25 marchés de proximité auxquels ont pris part 557 opérateurs économiques ont été organisés à travers la wilaya de Tizi-Ouzou qui compte quelques 99.818 commerçants, personnes physiques ou morales, inscrites au fichier du registre de commerce, 25 marchés de gros et 35 de détails.

CONSTANTINE

20 femmes artisanes de l'est algérien exposent leur savoir-faire

Une exposition réunissant 20 femmes artisanes de l'Est algérien a été inaugurée, lundi, au Musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles (palais Hadj Ahmed Bey) de Constantine, dans le cadre de la célébration de Youm El Ilm (16 avril). Cette manifestation de trois jours, placée sous le slogan "Entre les rives une plume et des femmes" vise à mettre en valeur le travail des femmes de l'Est algérien, leur créativité dans les domaines de l'art et de l'artisanat traditionnels tels que la décoration, la

sculpture sur bois, la peinture sur verre, la mosaïque, la broderie, la peinture et la sculpture, a indiqué Meriem Kebailia, directrice du musée. L'événement vise également à soutenir les femmes dans le domaine de l'artisanat et à leur permettre de faire étalage de leurs talents, ainsi qu'à contribuer à la préservation du patrimoine culturel immatériel en présentant des œuvres d'art inspirées de l'environnement local et du patrimoine algérien, a-t-elle ajouté. L'exposition constituée aussi une occasion pour encourager les échanges d'idées et

d'expériences entre les participants et les visiteurs, en plus de créer un espace interactif à même de renforcer la présence de l'art féminin sur la scène culturelle nationale. Cette activité s'inscrit dans le cadre du programme national de commémoration de Youm El Ilm (Journée du savoir) que le ministère de la culture et des arts met chaque année sur pied à travers une série de manifestations culturelles et artistiques dans les différentes wilayas du pays, a encore indiqué Mme Kebailia.

BOUMERDES

Relance prochaine du projet de réalisation d'un hôpital de 120 lits à Boudouaou

Les travaux de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 120 lits à Boudouaou, dans le nord de Boumerdes, seront bientôt relancés, après la levée du gel sur le projet, a-t-on appris, lundi, de la Direction locale de la santé et de la population (DSP). Le directeur local du secteur, Hicham Zakiri, a expliqué à l'APS, en marge de la réunion du Conseil

exécutif de wilaya consacrée à plusieurs dossiers de développement, que "les travaux de réalisation de ce projet, très attendu par les habitants, seront relancés dans les prochains jours après la levée officielle du gel". Cet important établissement de santé, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 80%, connaît des retards dans son achèvement en raison du manque

de fonds et d'autres de raisons techniques, selon la source. Une superficie de plus de 30.000 mètres carrés a été consacrée à la construction de cette structure médicale dans la région de "Badr Ed-dine" située au sud de la ville de Boudouaou, et choisie pour son éloignement du vacarme de la ville. Selon les études liées à ce projet, il s'agit d'un hôpital général

qui prendra en charge, une fois achevé, la chirurgie pédiatrique, la chirurgie générale et les urgences médicales. Dès sa mise en service, cet établissement de santé couvrira une partie importante des besoins médicaux de la région et réduira la charge du transport des patients contraints de se déplacer vers d'autres régions pour y être soignés, selon la même source.

OUM EL BOUAGHI

Opération de déstockage de pommes de terre d'arrière-saison

Une opération de déstockage de pommes de terre d'arrière-saison, depuis les chambres froides d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) vient d'être entamée dans l'optique de réguler le prix de ce tubercule sur les marchés, a-t-

on indiqué, lundi, à la direction des services agricoles (DSA). Nadia Chibane, chef de service à la DSA, a précisé à l'APS que la quantité de pommes de terre d'arrière-saison destinées à la consommation, stockées dans les

chambres froides d'Ain M'lila, est estimée à plus de 7.944 quintaux. La même responsable a ajouté que plus de 1.685 quintaux ont déjà été déstockés et distribués aux marchés d'Oum El Bouaghi, de Batna, de Constantine, de

Khenchela et d'Ouled Djellal, soulignant que l'opération est toujours en cours. S'agissant de la production dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, Mme Chibane a indiqué que 27.560 quintaux de pommes de terre d'ar-

rière-saison ont été récoltés durant l'actuelle saison agricole (2024-2025), au moment où il est attendu, dès juillet prochain, une production de 112.000 quintaux de pommes de terre de saison.

EL-BAYADH

Plus de 2840 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique agricole

Plus de 2840 exploitations agricoles réparties à travers toutes les communes de la wilaya d'El Bayadh ont été raccordées au réseau électrique agricole, selon un communiqué de la direction locale de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Selon la même source, cette importante opération de développement, qui a

concerné de nombreuses zones agricoles, est mise en œuvre par Sonelgaz en coordination avec la Direction des services agricoles, dans le cadre du programme initié en 2022 pour la concrétisation des engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Elle a permis la mise en service de l'électricité agricole pour plus de 2840

exploitations, avec un budget dépassant 26 milliards de dinars. Pour l'année en cours, près de 600 exploitations agricoles ont déjà été raccordées au réseau, tandis que les travaux sont en cours pour le raccordement de 77 autres exploitations. Depuis le lancement de ce projet, plus de 5010 km de réseau moyenne tension ont été réalisés et plus de 2130 km de

réseau basse tension, ainsi que l'installation de 1753 transformateurs électriques. Dans un souci d'accélérer la cadence des travaux, la direction de distribution de l'électricité et du gaz d'El Bayadh a mobilisé tous ses moyens pour finaliser le raccordement des exploitations restantes, en coordination avec la Direction des services agricoles, selon le communiqué.

BOURSE, CHINE, EUROPE...

Les cinq premières leçons à tirer de la bataille des droits de douane

Comment va se terminer la crise mondiale déclenchée par Donald Trump le 2 avril et son annonce des droits «réciproques» qui doivent s'appliquer aux marchandises entrant aux États-Unis? Il est encore trop tôt pour le dire, mais quelques enseignements peuvent déjà être tirés de ces événements.

1^{ère} partie

Par Gérard Horny

Il faut reconnaître à Donald Trump une certaine constance dans les idées et une capacité à surprendre le monde qui ne se dément pas. Son attachement aux droits de douane n'est pas nouveau. Tous les journalistes états-unis qui ont enquêté sur lui sont d'accord sur ce point: il en parle depuis les années 1980. Lors de son premier mandat (2017-2021), il s'était déjà servi de cette arme pour tenter de freiner les importations d'un certain nombre de produits (acier, aluminium, panneaux solaires, etc.) en visant principalement –mais pas seulement– la Chine, avec des succès limités. Lors de la dernière campagne électorale, il n'avait pas fait mystère de son intention de remettre le sujet sur la table et de n'épargner personne. Avant même d'être élu, il parlait déjà de mettre des tarifs douaniers d'au moins 10% sur les produits importés, quel que soit leur pays d'origine. Et avant le 2 avril, «jour de la libération», il avait déjà déclenché les hostilités en augmentant les droits de douane sur la Chine, sur les importations en provenance du Mexique et du Canada, sur l'acier, l'aluminium et les voitures. Mais il a tout de même réussi à surprendre quand il a annoncé ce qu'il appelle les «droits réciproques» appliqués à chaque pays (avec juste quelques exceptions, comme la Russie), en brandissant un tableau fantaisiste censé montrer que le monde entier se conduisait très mal et qu'il était gentil, lui, en n'imposant que des droits prétendument inférieurs de moitié, avec un tarif douanier de base de 10%. Tout le monde est resté bouche bée devant ces chiffres sans aucune signification économique, avant de comprendre que les prétendus droits que les autres pays étaient censés pratiquer étaient en fait obtenus en divisant la balance commerciale des États-Unis avec ce pays par le montant des importations en provenance de celui-ci... Nul besoin d'avoir le prix Nobel d'économie pour comprendre que c'est du grand n'importe quoi. La réaction ne s'est pas fait attendre: cela a été l'affolement généralisé sur les marchés. Ce n'est que le mercredi 9 avril, après l'annonce d'une suspension de quatre-vingt-dix jours dans l'application de ces droits réciproques, qu'un semblant de calme est revenu. Ce calme précaire durera-t-il? On peut en douter. Mais d'ores et déjà quelques points saillants méritent d'être relevés.

1. Une crise financière d'un genre nouveau

La chute des marchés boursiers a été au cœur de l'actualité de ces derniers jours. Et pourtant, il faut le souligner, cette crise n'est pas à proprement parler une crise boursière. D'ailleurs, les vraies crises boursières sont relativement rares. L'exemple-type, sans remonter à la plus fameuse de toutes, celle de 1929, est celle de 2000-2001. Dans les années qui précèdent ce genre de crise, le monde financier nage en pleine euphorie. Grâce à de nouvelles technologies (en l'occurrence, internet à la fin des années 1990), une ère de croissance et de prospérité ininterrompue semble s'ouvrir, la hausse de la Bourse semble ne jamais devoir finir et les cours s'emballent. En décembre 1996, Alan Greenspan, alors président de la Réserve fédérale (Fed), la banque centrale des États-Unis, mettait en garde les investisseurs face à ce qu'il appelait «l'exubérance irrationnelle» des marchés. Mais ces derniers n'en ont eu cure et la Bourse a continué à monter jusqu'en mars 2000, lorsque le Nasdaq, le marché états-unien sur lequel sont cotées la plupart des entreprises de haute technologie, a atteint un sommet. Là, les investisseurs ont compris qu'ils avaient défié les lois de la pesanteur et les cours sont retombés. Lorsque la baisse s'est arrêtée, en octobre 2002, le Nasdaq avait reculé de 80%... En fait, les tempêtes boursières peuvent avoir de multiples raisons: relèvement des taux d'intérêt pour calmer la hausse des prix, dérapage des monnaies, crainte de faillite d'un État, conflit armé, pandémie comme en 2020. Mais la crise que nous vivons actuellement est d'un genre nouveau. Elle a été provoquée par les décisions irréflechies prises par un chef d'État. Elle touche pratiquement l'ensemble du monde parce que l'État concerné est la première puissance économique mondiale et, fait remarquable, elle touche en premier lieu cet État. Il faut absolument regarder le graphique (ci-dessous), qui montre les variations du S&P 500, l'indice phare de la Bourse des États-Unis, pendant les cent jours qui suivent l'entrée en fonction de chaque président des États-Unis. Généralement, c'est une période faste pour Wall Street. Ce fut le cas avec Barack Obama en 2013, Joe Biden en 2021 et même lors du début du premier mandat de Donald Trump en 2017. Mais avec Trump II, c'est la débâcle. Fondamentalement, la Bourse n'est pas le problème du jour. Sa chute brutale puis ses fluctuations erratiques au gré des informations en provenance de Washington sont une conséquence de la crise politico-économique actuelle.

Elles constituent un signal d'alerte. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir si les actionnaires vont connaître une bonne ou une mauvaise année. Elle est de savoir quel va être l'impact pour chaque pays des mesures annoncées sur l'activité, l'emploi et les prix.

2. La crise sera durable

À en juger l'évolution des marchés boursiers, on pourrait croire que le pire est passé. À la Bourse de Paris, dans la semaine du 31 mars au 4 avril, le CAC 40 a perdu 8,10%, la seconde seulement 2,3%. Et au cours de cette semaine, on a constaté une belle alternance de jours de baisse et de jours de hausse. Les dernières informations ont été plutôt positives. Le mercredi 9 avril, Donald Trump a fait savoir que, dans sa grande magnanimité, il a décidé de suspendre pendant trois mois l'application des droits équitables annoncés une semaine plus tôt, sauf pour la Chine, et qu'un droit uniforme de 10% seulement sera appliqué pendant cette période. Le samedi 12, par une note de la direction des services douaniers et de la protection des frontières, on a appris que les droits de 145% appliqués aux produits en provenance de Chine ne concerneraient ni les smartphones ni les ordinateurs. Ainsi, les critiques formulées de façon feutrée par les grands banquiers de New York semblent avoir été entendues à la Maison-Blanche et la remontée du taux à dix ans de 4% à 4,5% en une seule semaine –signe d'un recul de la confiance envers les titres de la dette américaine– a fait le reste. Évidemment, il ne s'agit pas de tenir compte de l'inquiétude de millions de travailleurs à travers le monde, y compris dans les pays les plus pauvres frappés par des droits réciproques d'une ampleur monstrueuse (50% pour Saint-Pierre-et-Miquelon, qui est un territoire français, et pour le Lesotho, 49% pour le Cambodge, 48% pour le Laos, etc.), mais de ménager les citoyens américains et de rassurer les patrons des grandes entreprises de technologie. Depuis plusieurs jours circulaient les informations les plus folles sur la façon dont Apple tentait de faire livrer précipitamment par avions-cargos des milliers d'iPhone fabriqués en Inde et sur les prix atteints pour la location de ces avions gros porteurs. Les prix qu'allaient atteindre les iPhone fabriqués en Chine donnaient des sueurs froides aux acheteurs potentiels et aux dirigeants de la firme de Cupertino (Californie). Sans le dire, Donald Trump a commencé doucement à détricoter ses propres mesures...

Mais il ne faut se faire d'illusions. Le locataire de la Maison-Blanche tient beaucoup à ses droits de douane et les mesures d'apaisement annoncées ont seulement pour but de calmer le jeu en interne. La dernière étude menée par l'université de Michigan montre que son indice de confiance des consommateurs a encore chuté au début du mois d'avril, pour le quatrième mois consécutif, et qu'il est tombé au plus bas niveau depuis juin 2022 et son deuxième plus bas depuis 1952. Pour un président qui prétend «rendre sa grandeur à l'Amérique», ce n'est guère brillant. Il était absolument nécessaire de faire un geste. Mais on voit mal Donald Trump renoncer complètement à des droits qu'il juge nécessaires pour faire rentrer de l'argent, alors que le budget fédéral est encore bien parti pour avoir un déficit supérieur à 6% du PIB en 2025 et qu'il voudrait se servir de ces droits pour financer une baisse des impôts. Avec les mesures annoncées avant le 2 avril, la moyenne des droits de douane états-unis était déjà passée de 2,5% à 10% selon la majorité des estimations, soit un quadruplement. Les annonces du 2 avril montrent que Donald Trump veut aller encore beaucoup plus haut. Ses premières volte-face montrent qu'il lui sera difficile de mener cette politique absurde aussi loin qu'il le souhaiterait, mais la situation restera confuse au moins pendant la période de trois mois de suspension des droits réciproques. En clair, les marchés financiers vont rester sous tension au moins jusqu'à l'été. D'ores et déjà, le gouvernement français a ramené sa prévision de croissance pour cette année 2025 de 0,9% à 0,7%, «compte tenu des incertitudes». C'est ce qu'a annoncé Éric Lombard, ministre de l'Économie et des Finances, sur TF1 le 9 avril. Pour la France, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) vient d'abaisser la sienne à 0,5%. Et pour les États-Unis, ce même OFCE s'attend à une division par deux du taux de croissance du produit intérieur brut, de 2,8% en 2024 à 1,4% en 2025. Un net recul de la croissance américaine cette année se retrouve d'ailleurs dans pratiquement toutes les prévisions, à un degré plus ou moins élevé. Le recul des cours du pétrole est le signe d'une montée de l'inquiétude pour la croissance mondiale. Les consommateurs ne doivent pas se réjouir de la baisse du prix des carburants. C'est en fait une mauvaise nouvelle et, comme la baisse de la Bourse, l'indicateur de problèmes à venir.

(A suivre)

**SUR FOND
D'INSTABILITÉ
ÉCONOMIQUE
La Libye dévalue
sa monnaie de
13,3%**

Plus de 14 ans après la chute du régime Kadhafi, les divisions politiques persistantes continuent à provoquer une forte hausse des dépenses des deux exécutifs rivaux qui se disputent le pouvoir et une explosion de la dette publique.

La Banque centrale libyenne (CBL) a annoncé, le dimanche 6 avril, une dévaluation de 13,3% de la monnaie nationale pour tenter de stabiliser l'économie du pays, qui continue à subir les contrecoups des divisions institutionnelles incessantes, depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

L'institut d'émission a ainsi fait passer le taux de change officiel à 5,56 dinars pour un dollar avec effet immédiat, contre 4,48 unités pour un billet vert auparavant. Cette première dévaluation officielle depuis 2020 vise notamment à contrer les distorsions sur le marché national d'échange des devises étrangères. Sur le marché parallèle, le taux de change est actuellement de 7,20 dinars pour un dollar.

En septembre 2024, le dinar libyen avait fortement chuté par rapport au dollar américain sur le marché parallèle, en raison notamment d'une crise de la gouvernance de la Banque centrale entre les deux exécutifs rivaux qui gouvernent la Libye depuis plusieurs années. Le gouvernement d'union nationale (GNU), basé à Tripoli (Ouest) et reconnu par l'ONU, avait alors évincé le gouverneur de la Banque centrale, Sadiq Al-Kebir.

Ripostant à ce limogeage considéré comme une « tentative de prise de contrôle de l'institution », le gouvernement basé à Benghazi (Est) et affilié au maréchal Khalifa Haftar a stoppé la production et les exportations pétrolières le 26 août 2024. Ce blocus a provoqué une chute de moitié de la production (1,2 million de barils par jour), selon la compagnie nationale de pétrole. Le gouverneur gère la manne pétrolière et le budget de l'Etat réparti entre les différentes régions dans un pays qui tire la quasi-totalité de ses ressources de l'exploitation de l'or noir.

La crise a été résolue fin septembre, à la suite d'un accord signé par les deux camps sous l'égide de la Mission d'appui de l'Organisation des Nations Unies en Libye (Manul), ce qui a ouvert la voie à la nomination d'un nouveau gouverneur de la Banque centrale.

Quelques heures avant la nouvelle dévaluation du dinar libyen annoncée dimanche, la Banque centrale a fait savoir qu'elle était contrainte de réviser le taux de change officiel de la monnaie nationale, en raison de l'absence de perspectives ou d'espoir d'unifier les deux systèmes de dépenses des deux gouvernements rivaux. Elle a révélé que les dépenses des deux gouvernements rivaux ont totalisé 224 milliards de dinars (46 milliards de dollars) en 2024, indiquant que la dette publique du pays devrait dépasser la barre de 330 milliards de dinars à fin 2025 contre 270 milliards au 31 décembre 2024.

SELON DES EXPERTS

L'Arabie saoudite recèle un riche potentiel pour la recherche quantique

Selon les experts, l'Arabie saoudite recèle un important potentiel pour la recherche quantique. Célébrant le 100^e anniversaire du développement initial de la mécanique quantique, le Centre du Royaume pour la quatrième révolution industrielle a organisé pour la deuxième fois la Journée mondiale de la quantique à la Cité du Roi Abdulaziz pour la science et la technologie à Riyad.

Ahmed Abdul Majeed, un jeune diplômé en physique d'origine nigériane, a déclaré à Arab News que la conférence de lundi lui avait permis d'approfondir sa passion pour la science quantique.

« Au cours de ma troisième année de licence, j'ai développé un intérêt soudain pour la quantique... depuis lors, tout ce qui me concerne tourne autour de la quantique », a-t-il déclaré.

La première édition de la Journée mondiale de la quantique a eu lieu en 2021 dans le but de promouvoir la compréhension de la science quantique, qui traite de minuscules particules plus petites que les atomes et qui a le potentiel de révolutionner la puissance de calcul.

L'événement organisé par la KACST a accueilli de nombreux experts du secteur, dont David E. Keyes, associé principal du président pour les projets stratégiques à l'Université des sciences et technologies du roi Abdallah.

Admirateur de longue date du travail de M. Keyes, Abdul Majeed collabore avec lui depuis plus d'un an au sein du groupe de lecture sur l'informatique quantique de la KAUST. Regroupant des universitaires

et des passionnés, ce groupe se réunit régulièrement pour discuter des dernières avancées dans le domaine de l'informatique quantique et invite souvent des entreprises étrangères à se joindre à la conversation.

Actif depuis deux ans, le groupe de lecture de la KAUST cherche à introduire la science quantique dans un plus grand nombre de cours universitaires dans le Royaume. « Je sais que l'Arabie saoudite travaille sur (la recherche quantique) et je pense qu'elle réalisera plus de choses que n'importe quel autre pays », a déclaré Abdul Majeed. Richard Schoebel, directeur régional d'ID Quantique, une entreprise suisse qui développe des solutions de cybersécurité sûres sur le plan quantique, a déclaré à Arab News que le Royaume avait fait des progrès significatifs au cours des deux dernières années dans ce domaine. « Nous constatons enfin qu'il y a beaucoup de mouvement en termes de quantique ici dans la région. Quand je regarde en arrière, il y a quelques années, c'était vraiment très lent, mais maintenant on voit que ça s'accélère... et que ça prend beaucoup d'ampleur ». M. Schoebel estime qu'il est important de faire avancer la

recherche quantique, car il s'agit de « la prochaine grande affaire ».

L'informatique quantique va changer le monde tel que nous le connaissons, et lorsqu'elle est associée à l'intelligence artificielle, elle ouvre de nouvelles possibilités, a-t-il déclaré.

D'autre part, à mesure que la technologie quantique se développe, elle a le potentiel de contourner les méthodes traditionnelles de cybersécurité, ce qui rend essentiel le développement de pratiques plus sûres.

Avec un si grand nombre de jeunes gens dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) ayant reçu une solide formation, il y a beaucoup d'espace pour que la technologie quantique atteigne son plein potentiel ici, a-t-il déclaré.

Abdul Majeed, qui a récemment été accepté en master en technologie quantique à l'université du Sussex, a déclaré à Arab News qu'il rêvait de ramener l'éducation et les expériences qu'il avait acquises dans son pays, de créer une école pour enseigner aux autres et de fonder sa propre start-up, tout en s'associant à d'autres leaders de l'industrie.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN TUNISIE

Un potentiel prometteur

L'agriculture biologique en Tunisie connaît une croissance significative ces dernières années, soutenue par une demande internationale en hausse et des mesures incitatives mises en place par le gouvernement. Bien que le marché bio tunisien se développe encore timidement, une étude récente révèle un potentiel prometteur pour ce secteur, qui se positionne comme un pôle stratégique de développement économique durable. Pilier pour préserver l'environnement et la santé C'est sous cet angle que la 15^{ème} édition du Salon Interna-

tional de l'agriculture biologique et de l'agroalimentaire « Bio-Expo 2025 », se tiendra du 17 au 19 avril 2025, au siège de l'Union tunisienne de l'industrie du commerce et de l'artisanat (UTICA), avec la participation de 100 exposants.

La Directrice du Salon, Lamia Queslati a indiqué, dans une interview réalisée au studio télévisé de l'Agence TAP, que ce salon est une opportunité exceptionnelle pour les producteurs dans le secteur de l'agriculture biologique et de l'agroalimentaire, pour présenter leurs produits et développer leurs relations professionnelles. Ce salon

constitue également une opportunité pour les visiteurs pour acquérir des produits qui sont totalement biologiques. Queslati a mis l'accent sur l'importance de l'agriculture biologique, en tant que pilier pour préserver l'environnement et la santé du consommateur, en plus de la promotion de l'exportation, soulignant que le nombre des opérateurs dans le secteur s'élève à 6200 agriculteurs. Des conférences sur l'agriculture biologique et des ateliers de sensibilisation destinés aux enfants se tiendront en marge de salon pour les sensibiliser quant à l'importance de l'alimentation

biologique, en plus il aura, à cette occasion, l'organisation d'un concours de dégustation pour la meilleure qualité d'huile d'olive.

Queslati a souligné l'importance de renforcer le rôle de l'Etat en matière d'appui à ce secteur, et son développement pour que la production des produits agricoles biologiques augmente davantage. Depuis 1999, la Tunisie a mis en place un cadre juridique régissant l'exercice des activités d'agriculture biologique, accompagné d'un ensemble de mesures incitatives pour encourager les agriculteurs à produire bio.

MAURITANIE

Démarrage d'un atelier de concertation technique sur la gestion des risques environnementaux

Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, en partenariat avec la Banque Mondiale, a organisé, lundi à Tiguent, (Medderdra), un atelier technique de concertation et d'échange avec les parties concernées par l'évaluation générale du cadre national de gestion des risques environnementaux et sociaux en Mauri-

tanie. L'atelier vise à harmoniser les textes nationaux existants avec les systèmes de la Banque mondiale afin de faciliter la mise en œuvre des projets nationaux financés par la Banque. Le secrétaire général par intérim du ministère de l'Environnement et du Développement Durable, M. Mohamed AbdallahiOuldSelme, a indiqué que cet

atelier permettra la collecte d'informations et la concertation avec les secteurs concernés pour comparer le cadre environnemental et social de la Banque Mondiale avec les lois régissant l'environnement en Mauritanie, en étudiant les faiblesses et les forces», a-t-il précisé.

NIGÉRIA

La filière oignon augmente sa capacité de stockage de 10 000 tonnes

En Afrique de l'Ouest, le Nigéria est le premier producteur et le principal marché de consommation d'oignon. Face aux défis persistants des pertes post-récolte qui affectent la commercialisation du légume, le gouvernement encourage l'investissement du secteur privé dans les infrastructures de stockage.

Au Nigéria, John OwanEnoh, ministre de l'Industrie et de l'Investissement, a inauguré, le lundi 14 avril, une installation de stockage d'oignons basée à Dawakin Kudu, dans l'État de Kano. D'un coût total de 10 milliards de nairas (6,2 millions de dollars), la construction de cette infrastructure est l'œuvre de l'entreprise indienne PRISM Foods Limited. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette installation est dotée d'une capacité de stockage de 10 000 tonnes d'oignons. D'après les autorités, ce nouvel investissement devrait contribuer à réduire les pertes post-récoltes qui concernent environ 50 % de la production chaque année, en particulier dans le nord du pays. « En offrant une solution de stockage fiable pour les oignons et autres produits périssables, cette installation

jouera un rôle clé dans le développement agricole du pays », a-t-il déclaré. Selon les données du ministère de l'Agriculture, la production d'oignon au Nigéria a atteint 1,53 million de tonnes en 2021. Avec une contribution de 8 %, soit 124 440 tonnes, l'État de Kano était le cinquième fournisseur du pays derrière les États d'Adamawa, Sokoto, Zamfara et Kebbi. Il est important de souligner qu'au Nigéria, le taux élevé de pertes post-récolte ne s'explique pas uniquement par le manque d'infrastructures de stockage. Une étude menée en 2023 dans l'État de Kaduna a mis en évidence d'autres facteurs majeurs parmi lesquels figurent les maladies fongiques et les ravageurs, le dessèchement ainsi que les blessures mécaniques. « Les maladies et ravageurs tels que la moisissure noire, la brûlure du col-

let [Colletotrichum], la brûlure des feuilles due au Stemphylium, la tache pourpre et le fongage [damping-off] causent également d'importantes pertes post-récolte chez l'oignon. Les ecchymoses [ou meurtrissures] des oignons, généralement causées par un transport et un emballage inadéquat, entraînent également des dommages et des pertes post-récolte importantes », peut-on lire dans le rapport de l'étude. Ces constats mettent en évidence la nécessité d'adopter une approche intégrée pour réduire ces pertes. Au-delà des infrastructures, cela implique de renforcer la formation des producteurs sur les bonnes pratiques de récolte et de post-récolte, d'améliorer les techniques d'emballage et de transport, mais aussi d'améliorer l'accès à des intrants de qualité (fongicides, variétés résistantes, équipements).

GABON

Croissance du secteur de la microfinance au 4^e trimestre 2024

Cette croissance est portée par les PME et la diversification des services dans un pays où on compte 19 établissements de microfinance (EMF) répartis en 6 sociétés coopératives affiliées à un réseau et 13 sociétés anonymes indépendantes. Le secteur de la microfinance au Gabon a maintenu sa dynamique de croissance au quatrième trimestre 2024, en particulier grâce à la hausse des crédits octroyés et de l'épargne mobilisée. Selon de récentes données du ministère de l'Economie, les dépôts collectés au quatrième trimestre 2024 ont enre-

gistré une progression de 35,8% par rapport à la même période en 2023. Cependant, les montants exacts correspondant à ces dépôts n'ont pas été précisés. Parallèlement, l'encours de crédit a crû de 8,5% sur le trimestre. Cette progression s'explique notamment par l'élan observé dans le secteur du BTP, soutenu par l'activité des PME gabonaises, comme le souligne le ministère de l'Economie. Côté fonds propres, la situation est restée relativement stable, avec une hausse de 0,6%, contre 1,7% le trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique par une baisse

du capital social dans deux établissements. Toutefois, en comparaison annuelle, les établissements de microfinance conservent une bonne solidité financière, avec une croissance de 9% de leurs fonds propres. La configuration du secteur demeure globalement inchangée, mais l'année 2024 a été marquée par une amélioration de 4,5% de la couverture géographique. Néanmoins, les activités restent largement concentrées dans les grandes villes telles que Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem, mettant en lumière le potentiel de développement encore peu exploité dans les

zones rurales.

Le secteur continue par ailleurs de jouer un rôle clé dans l'inclusion financière, comme en témoigne l'expansion de 11,8% du portefeuille client sur un an, avec une bancarisation accrue des agents publics. Cette progression s'accompagne d'un impact notable sur l'emploi. En effet, les effectifs du secteur ont augmenté de 24,7% par rapport à fin 2023, une croissance alimentée à la fois par le développement des activités et la diversification de l'offre de services financiers. Ce qui confirme le rôle moteur de la microfinance dans l'économie gabonaise.

POUR SA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Maurice signe un accord avec l'Alliance solaire internationale

La République de Maurice veut renforcer sa stratégie de transition énergétique en misant sur la coopération technique. Elle multiplie les accords en ce sens.

Le jeudi 10 avril 2025, la République de Maurice a signé un accord-cadre de partenariat avec l'Alliance solaire internationale (ISA) pour structurer leur coopération dans le domaine de l'énergie solaire. Le document a été paraphé à Port-Louis par la secrétaire permanente du ministère mauricien de l'Énergie, Zeenat Gunness-Goolbar, et par Barakat Ahmed, directeur des programmes régionaux de l'ISA pour l'Afrique.

D'une durée initiale de trois ans, l'accord définit les modalités de collaboration entre l'ISA et le gouvernement mauricien à travers un appui technique, réglementaire et institutionnel. Il sera suivi de l'élaboration d'une stratégie de partenariat pays (CPS), fondée sur les besoins du pays et alignée sur ses priorités nationales.

Le cadre prévoit également la mise en place d'un centre de ressources technologiques solaires (STAR-C). Les domaines ciblés incluent le solaire flottant, les installations en toiture, les systèmes d'irrigation solaire et le solaire appliqué à l'hydrogène vert.

Ces efforts de coopération multilatérale s'accompagnent d'investissements structurants. En avril 2023, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 110 millions USD pour moderniser les infrastructures électriques du pays. Le projet prévoyait la réhabilitation de six postes électriques et la construction de quatre nouveaux, afin d'accueillir davantage de production renouvelable à grande échelle et renforcer la stabilité du réseau.

MADAGASCAR

Ce que conseille le FMI pour atteindre l'autosuffisance en riz

Madagascar s'est fixé pour objectif de produire 11 millions de tonnes de riz paddy à l'horizon 2030, dans le cadre de sa stratégie nationale visant à atteindre l'autosuffisance et à réduire progressivement les importations. Si des avancées notables ont été enregistrées dans la filière, un rapport récent du Fonds monétaire international (FMI) met en évidence plusieurs défis structurels à surmonter pour atteindre les objectifs. Intitulé Rice Production in Madagascar: Challenges to Self-Sufficiency, le document salue la progression de la production rizicole — passée de 2,6 millions de tonnes en 2002 à 5,3 millions en 2023 — tout en soulignant que cette dynamique ne suffit pas encore à

couvrir la demande nationale (voir graphique). Le document salue la progression de la production rizicole, passée de 2,6 millions de tonnes en 2002 à 5,3 millions en 2023. Dans un pays où la consommation de riz dépasse 150 kg par habitant et par an, selon la FAO, la dépendance aux importations reste marquée. Le FMI appelle à une attention renforcée sur trois leviers, notamment l'augmentation des rendements, la révision du cadre fiscal et l'adaptation aux risques climatiques.

Une productivité encore limitée malgré un fort potentiel

Le document lu par Agence Ecofin

montre un écart important entre les rendements actuels et les capacités théoriques de production. Actuellement, le rendement moyen se situe autour de 2,75 t/ha. Pourtant, dans des conditions optimales, ce chiffre pourrait théoriquement atteindre jusqu'à 11 t/ha, selon les estimations du rapport. Plusieurs facteurs permettent de comprendre ces écarts. Le rapport évoque entre autres un accès limité aux intrants modernes, une mécanisation insuffisante, la dégradation des terres cultivées et l'usage encore répandu de pratiques agricoles traditionnelles. À cela s'ajoute l'impact des aléas climatiques, notamment la récurrence des cyclones et les épisodes de sécheresse,

qui affectent les ressources en eau dans un pays où plus de 80 % des surfaces rizicoles relèvent de la riziculture aquatique, selon la FAO. Actuellement, le rendement moyen se situe autour de 2,75 t/ha. Pourtant, dans des conditions optimales, ce chiffre pourrait théoriquement atteindre jusqu'à 11 t/ha, selon les estimations du rapport. Le FMI estime qu'en l'absence d'adaptation, les rendements pourraient diminuer de 5 % d'ici 2050 dans un scénario climatique modéré, et jusqu'à 25 % dans un scénario plus pessimiste à l'horizon 2080. Cette vulnérabilité climatique, selon l'institution, est encore insuffisamment prise en compte dans les politiques de soutien à la filière.

PARIS

Poursuit son rebond malgré la contraction du luxe

Après avoir gagné 2,4% hier, la Bourse de Paris poursuit son ascension ce matin et s'arroge quelque 0.6%, autour des 7315 points, tirée par Stellantis (+5,1%), Société Générale (+3%) ou encore Schneider Electric (+2,9%), et malgré le net repli du luxe (-6,9% pour LVMH, -2,1% pour Kering, -1,3% pour L'Oréal).

En effet, LVMH a manqué les estimations du consensus hier soir (voir plus bas) avec ses performances de premier trimestre, ce qui semble peser sur l'ensemble du secteur. Les marchés restent néanmoins orientés à la hausse, rassurés d'une part par la décision de Donald Trump d'exempter (provisoirement ?) de droits de douane certains produits technologiques (smartphones, ordinateurs et autres composants électroniques) et par la possible suspension des droits de douane de 25% imposés sur les voitures importées aux Etats-Unis. Ainsi, 'la tempête déclenchée par les droits de douane présentés par Donald Trump lors du 'Jour de la Libération' s'est calmée ces derniers jours', observent les analystes de Capital Economics. 'A moins de nouvelles mauvaises surprises, il semble que le pire soit passé pour les marchés', ajoute le cabinet de recherche économique. 'Cependant, les perspectives d'un rebond durable du marché boursier demeurent limitées', prévient le bureau londonien. Nombre d'analystes jugent que les places financières risquent de rester durablement exposées au risque du relèvement des barrières commerciales susceptible de freiner la croissance économique et de peser sur les résultats des sociétés cotées.

L'imprévisibilité de la politique tarifaire américaine a provoqué un fort recul des marchés boursiers et une augmentation de l'aversion au risque à travers toutes les classes d'actifs. Le rétablissement de la confiance des marchés doit notamment passer par une réduction de la volatilité, l'éventuelle intervention des banques centrales, l'ouverture de négociations commerciales et de solides données économiques. Sur ce dernier point, la séance sera marquée par de nombreuses statistiques aujourd'hui. A ce titre, sur un an, les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,8% en mars 2025, un taux annuel stable par rapport à celui de février, selon l'Insee qui confirme ainsi son estimation provisoire publiée à la fin du mois dernier. Par ailleurs, entre janvier et février, la production industrielle corrigée des variations saisonnières a augmenté de 1,1% dans la zone euro et de 1% dans l'UE, selon Eurostat, après des progressions de 0,6% dans la zone euro et de 0,1% dans l'UE un mois plus tôt. En Europe, les intervenants suivront l'indice ZEW du moral des investisseurs allemands. Outre-Atlantique, sont attendus les prix à l'importation et l'indice Empire State de la Fed de New York.

Les publications de résultats, qui viennent de débiter, s'annoncent par ailleurs cruciales afin de se faire une idée sur les prévisions des entreprises dans ce contexte troublé. Sur le compartiment obligataire, les US T-Bonds à 10 ans sont stables vers 4.35%, les Bunds de même échéance sont à 2.49% (-2 pts) et des OAT à 3.25% (-2pts). Par ailleurs, le baril de Brent est stable, autour des 64.7\$, l'or recule de 0.3% vers 3230\$ l'once et l'euro est stable face au billet vert autour des 1.13\$. Dans l'actualité des sociétés tricolores, LVMH a publié hier soir un chiffre d'affaires de 20 311 millions d'euros au premier trimestre 2025 (contre 20 694 ME au premier trimestre 2024 en baisse de -3% en organique et de -2% en publié). L'Europe a de nouveau enregistré une croissance à périmètre et taux de change constants. Les Etats-Unis ont af-

fiché un léger recul. TotalEnergies indique que sa production d'hydrocarbures du premier trimestre 2025 est attendue au haut de la guidance trimestrielle (2,5 à 2,55 millions de barils équivalent pétrole par jour), soit une croissance de près de 4% en comparaison annuelle. Publicis Groupe revendique un 'excellent premier trimestre 2025', avec une hausse du revenu net publié de 9,4% à 3,53 milliards d'euros, dont une croissance organique de 4,9%, avec une 'très bonne performance de toutes les régions malgré un contexte global difficile'. Alstom a signé un contrat pour fournir un système de signalisation sans conducteur pour le futur métro de Taichung Blue Line (MRT) à Taïwan. La part d'Alstom dans le contrat attribué à un consortium international s'élève à 159 millions d'euros.

ASIE

Les Bourses en petite hausse

Les Bourses en Asie grimpent mardi avec une grande prudence, inquiètes de la perspective de surtaxes douanières visant les puces et les médicaments, mais les titres des constructeurs automobiles, eux, bondissent après des propos conciliants de Donald Trump sur le secteur. A la Bourse de Tokyo vers 01H30 GMT, l'indice vedette Nikkei montait de 1,13% à 34.368 points, et l'indice élargi Topix de 1,42% à 2.523 points. La Bourse de Séoul progressait de 0,73%, Sydney de 0,49%, Taïpei de 1,09%. Les places asiatiques emboîtent le pas aux gains de Wall Street, soulagés par l'annonce d'une exemption provisoire de surtaxes douanières américaines sur les produits tech grand public. Le dollar, plombé ces dernières semaines par les inquiétudes sur l'économie américaine, continue son rebond esquissé la veille, témoignant d'un retour en grâce

auprès des investisseurs. Le billet vert grimpeait de 0,26% vers 01H30 GMT face à la devise nippone, à 143,30 yens pour un dollar. De même, l'embellie se poursuivait sur les obligations d'Etat américaines, censées être des valeurs refuge mais qui avaient pâti d'une vague de désaffection inattendue la semaine dernière: signe d'un regain d'intérêt, les rendements à dix ans reculaient encore lundi, tombant à 4,35%, contre un pic à 4,58% vendredi. Preuve que l'incertitude alarme toujours les investisseurs, l'or, valeur refuge par excellence, rebondissait de 0,4% à 3.223 dollars l'once, après avoir repris son souffle la veille. Le marché du pétrole rebondit mardi. Vers 01H30 GMT, le baril de WTI américain grimpeait de 0,31% à 61,72 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,29% à 65,06 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 14 Avril 2025					
Valeur : 16 Avril 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3773	132.3923
1	EUR	EURO		150.4071	150.4374
1	GBP	POUND STERLING		174.2265	174.2921
100	JPY	JAPANESE YEN		92.6493	92.6663
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1254	18.1285
1	CHF	SWISS FRANC		161.7513	161.8092
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6552	95.6799
1	DKK	DANISH KRONE		20.1896	20.1941
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6466	13.6569
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5092	12.5194
1	AED	UAE DIRHAM		36.0397	36.0447
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2658	35.2736
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.6182	431.8079
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9069	44.3482
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2666	14.2683
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.7619	23.8837
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3153	3.3256
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0073	179.0073

PORTÉS PAR L'ANNONCE D'UNE EXEMPTION PROVISOIRE DE SURTAXES DOUANIÈRES AMÉRICAINES

Les Bourses mondiales en hausse

Les marchés boursiers mondiaux ont évolué en hausse lundi, portés par l'annonce d'une exemption provisoire de surtaxes douanières américaines sur les produits de la tech, toujours sur fond de forte incertitude quant à la politique commerciale de Washington. A Wall Street, le

Dow Jones a avancé de 0,78%, l'indice Nasdaq de 0,64% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,79%. En Europe, Paris a terminé en hausse de 2,37%, Francfort de 2,85%, Londres de 2,14% et Milan a gagné 2,88%. Des surtaxes d'une valeur de 25% sont entrées en vigueur jeudi 3 avril

sur toutes les voitures qui ne sont pas fabriquées aux Etats-Unis. Depuis le début du mois d'avril, le dollar, longtemps considéré comme un actif de confiance, a ainsi perdu près de 5% face à la monnaie unique. Vers 20H45 GMT, il était atone face à l'euro à 1,1352 dollar. Les bons du Trésor

des Etats-Unis refuges, avaient été fortement vendus ces derniers jours, souffrant eux aussi de la perte de confiance des investisseurs envers l'économie américaine, ce qui a fait grimper leurs taux d'intérêt. Ils semblent à nouveau retrouver les faveurs des investisseurs. A dix ans, les

emprunts d'Etat américains atteignaient 4,38% vers 20H20 GMT contre 4,49% vendredi en clôture. Sur le marché du pétrole, en petite forme, le baril de WTI américain a grappillé 0,05% à 61,53 dollars et celui de Brent de la mer du Nord a pris 0,19% à 64,88 dollars.

DROITS DE DOUANE

Séoul prévoit une aide supplémentaire de 4,9 milliards de dollars pour les semi-conducteurs

Le pays exporte une grande partie de sa production vers les Etats-Unis et ses secteurs cruciaux des semi-conducteurs et de l'automobile souffriraient fortement des droits de douane de 25% que le président Donald Trump menace d'imposer.

Le gouvernement sud-coréen a annoncé mardi qu'il comptait injecter 4,9 milliards de dollars supplémentaires dans l'industrie des semi-conducteurs du pays, invoquant "l'incertitude croissante" à laquelle fait face ce secteur clé face aux droits de douane américains. "Un plan d'investissement budgétaire agressif a été prévu pour aider les entreprises locales à relever les défis croissants dans la course mondiale aux semi-conducteurs", a déclaré le ministère sud-coréen des Finances dans un communiqué.

La Corée du Sud exporte une grande partie de sa production vers les Etats-Unis et ses secteurs cruciaux des semi-conducteurs et de l'automobile souffriraient fortement des droits de douane de 25% que le président Donald Trump menace d'imposer. La Corée du Sud abrite notamment les géants des puces Samsung et SK Hynix. "Afin de favoriser un écosystème dynamique, mené par le secteur privé, pour l'innovation et la croissance des semi-

conducteurs, le gouvernement augmentera ses investissements dans le secteur de 26.000 milliards de wons (18,2 milliards de dollars) à 33.000 milliards de wons (23,1 milliards de dollars)", soit 4,9 milliards de dollars supplémentaires, a expliqué le ministre.

Un plan d'aide de 2 milliards de dollars pour les constructeurs automobiles

Le président américain a annoncé le 2 avril une série de nouveaux droits de douane visant ses principaux partenaires commerciaux, dont une taxe de 25% sur les exportations sud-coréennes, avant de suspendre leur mise en oeuvre pendant 90 jours. Malgré cela, "des droits de douane visant des secteurs spécifiques tels que les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques restent à l'horizon", a insisté le ministre des Finances, Choi Sang-mok, lors d'une réunion.

"Ce délai de grâce offre une fenêtre cru-

ciale pour renforcer la compétitivité des entreprises sud-coréennes dans un contexte d'intensification des tensions commerciales mondiales", a-t-il ajouté. Le paquet comprend des financements pour le développement des infrastructures, et les ressources humaines. Le plan d'aide fait partie d'une proposition de budget révisée en hausse de 12.000 milliards de wons (8,4 milliards de dollars), et doit être soumis au vote du Parlement. L'annonce des droits de douane, présentés par Donald Trump comme devant remédier au déficit commercial américain, a ébranlé les marchés boursiers du globe et accentué les inquiétudes pour la croissance mondiale. Le déficit commercial des Etats-Unis avec la Corée du Sud était l'an dernier de 66 milliards de dollars pour les échanges de biens. La semaine dernière, le gouvernement sud-coréen avait déjà dévoilé un plan d'aide d'urgence de 2 milliards de dollars pour aider les constructeurs automobiles à surmonter la tempête.

WASHINGTON LANCE UNE ENQUÊTE SUR LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LES SEMI-CONDUCTEURS

Première étape vers des droits de douane

L'enquête utilise un article de loi qui permet au président d'imposer des droits de douane sur des produits s'il est démontré que leur volume d'importation représente un risque pour la sécurité nationale. Le ministère américain du Commerce a ouvert lundi une enquête afin de déterminer les "effets sur la sécurité nationale" de l'importation de produits pharmaceutiques et de semi-conducteurs, selon des documents gouvernementaux soumis au journal officiel. Cette enquête est une première étape nécessaire qui pourrait per-

mettre à Donald Trump de publier un décret imposant des droits de douane sur ces deux secteurs d'activités, dans le vif du président américain depuis son retour à la Maison Blanche. L'enquête doit débiter mercredi par un appel à commentaires, qui doit durer au maximum 21 jours. Elle utilise un article de loi qui permet au président d'imposer des droits de douane sur des produits s'il est démontré que leur volume d'importation représente un risque pour la sécurité nationale. Contactés, aucun des grands laboratoires pharmaceu-

tiques, pas plus que l'association des professionnels de la pharmacie (ASHP), n'ont répondu dans l'immédiat. De son côté, la Maison Blanche a rappelé que "le président Trump a été parfaitement clair sur l'importance de relocaliser les industries qui sont essentielles à notre sécurité nationale et économique. C'est en application de la volonté du président que le ministère du Commerce lance cette enquête sur les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs". La disposition, votée en 1962, n'avait cependant quasiment ja-

mais été utilisée avant Donald Trump, durant son premier mandat, pour justifier l'imposition de taxes sur les importations d'acier et d'aluminium. Le président américain s'est de nouveau basé sur cette clause, connue sous le nom d'article 232, pour réintroduire mi-mars des droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium ainsi que sur l'automobile. Donald Trump a fait des droits de douane la pierre angulaire de sa politique économique ainsi qu'un outil diplomatique majeur afin d'obtenir des concessions des autres pays.

ALLEMAGNE Le moral des investisseurs chute face aux droits de douane, plus fort recul depuis 2022

Le moral des investisseurs allemands s'est effondré comme rarement en avril, après une forte hausse en mars, miné par l'avalanche de droits de douane adoptés par Donald Trump, selon le baromètre mensuel de l'institut économique ZEW publié mardi. Sur un mois, cet indicateur très observé dans le milieu des affaires, a dégringolé de 65,6 points pour tomber dans le rouge, à -14,0 points. «Il s'agit de la plus forte baisse des attentes depuis le début de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine» en février 2022, souligne l'institut de recherche dans un communiqué. C'est aussi bien moins que ce qu'attendait le consensus d'experts interrogés par Factset, qui tablait sur un indice à 10,0 points. En dessous de 0, l'indicateur montre que le pessimisme domine parmi les 168 analystes et investisseurs interrogés. En mars, le moral des investisseurs avait atteint 51,6 points, son plus haut niveau depuis février 2022, dopé par la perspective d'investissements massifs dans la défense et les infrastructures du futur chancelier Friedrich Merz. Entre temps, ce plan géant a été adopté mais la guerre commerciale initiée par Donald Trump contre ses partenaires est revenue au premier plan. «Non seulement les conséquences potentielles des droits de douane réciproques (...) mais aussi la dynamique de leurs changements ont conduit à une augmentation massive de l'incertitude mondiale», explique Achim Wambach, président du ZEW. Le président américain a en effet instauré une pause de 90 jours sur la plupart des droits de douane réciproques, laissant planer le doute sur les chances d'accord commercial avec l'UE. Le ZEW pointe le pessimisme aigu dans l'industrie automobile, chimique et métallurgique ainsi que dans la production de machines, secteurs exportateurs très importants en Allemagne. Un autre indicateur du ZEW, portant sur l'évaluation de la situation économique actuelle, s'est amélioré de 6,4 points en avril, mais reste à -81,2 points. Inquiets des droits de douane, les principaux instituts économiques du pays ont revu à la baisse, la semaine dernière, leurs prévisions de croissance. Ils tablent désormais sur une quasi stagnation de la croissance en 2025, attendue à 0,1% contre 0,8% anticipée à l'automne.

INVESTISSEMENTS PÉTROLIERS ET GAZIERS EN NORVÈGE

Hausse prévue de 4 % en 2025

L'industrie norvégienne prévoit une augmentation de 4 % des investissements offshore en 2025, atteignant 275 milliards de couronnes, avec un renforcement de l'exploration pour ralentir le déclin naturel de production. L'investissement dans les activités pétrolières et gazières sur le plateau continental norvégien devrait connaître une hausse notable en 2025. Selon le dernier rapport publié le 16 décembre par l'organisation industrielle Offshore Norge, les dépenses totales devraient atteindre 275 milliards de couronnes norvégiennes (Nkr), soit environ 24,6 milliards de dollars. Cela

représente une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente. Dans une analyse précédente réalisée en décembre 2023, l'organisme anticipait une baisse des investissements pour 2025. Cependant, des prix plus élevés des biens et services, couplés à un affaiblissement de la couronne norvégienne, ont modifié les prévisions. Offshore Norge souligne également que l'intensification des projets de développement en cours, des forages d'appoint et des activités de production sur les champs opérationnels ont contribué à cette révision à la hausse. Selon les prévisions actuelles, après cette hausse en 2025, les inves-

tissements devraient progressivement diminuer. Offshore Norge estime que les dépenses atteindront environ 250 milliards de couronnes en 2026 et légèrement plus de 200 milliards de couronnes d'ici 2029. Cette baisse prévue s'explique par l'achèvement des projets initiés avant 2025. Toutefois, de nouveaux projets pourraient ajuster ces projections à la hausse vers la fin de la période.

Une intensification cruciale de l'exploration

L'activité d'exploration devrait également s'intensifier en 2025. Offshore

Norge prévoit qu'environ 45 puits d'exploration seront forés sur le plateau continental norvégien au cours de l'année. Cette augmentation est jugée essentielle pour compenser le déclin naturel de la production lié à l'épuisement progressif des champs. «Exploration et développement restent cruciaux pour ralentir cette tendance», a déclaré Marius Menth Andersen, chef économiste d'Offshore Norge. Il ajoute que cette démarche est indispensable pour garantir des approvisionnements énergétiques stables à destination des pays européens, dont la dépendance vis-à-vis de la Norvège s'est accrue depuis 2022.

OpenAI vient de dévoiler son meilleur modèle, et vous ne pourrez pas l'utiliser avec ChatGPT

La firme de Sam Altman lance sa nouvelle famille de modèles GPT-4.1, surpassant GPT-4o dans presque tous les domaines avec une fenêtre contextuelle d'un million de tokens. Ironiquement, ces modèles optimisés pour le code ne seront pas accessibles via ChatGPT mais uniquement via l'API d'OpenAI.

OpenAI vient d'annoncer trois nouveaux modèles : GPT-4.1, GPT-4.1 mini et GPT-4.1 nano. Cette nouvelle gamme arrive dans un contexte hautement compétitif, alors que Google vient de présenter Gemini 2.5 Pro, DeepSeek a impressionné avec son modèle V3-0324, et qu'Anthropic poursuit sa montée en puissance avec Claude 3.7 et Claude Code.

Un modèle surpuissant exclusivement dédié aux développeurs

Le nouveau modèle GPT-4.1 excelle particulièrement dans le domaine du codage, avec une amélioration de 21% par rapport à GPT-4o et 27% par rapport à GPT-4.5 sur les benchmarks de programmation. Ces performances restent toutefois légèrement en-deçà des scores rapportés par Google pour Gemini 2.5 Pro (63,8%) et par Anthropic pour Claude 3.7 Sonnet (62,3%) sur le même benchmark SWE-bench Verified. Les entreprises ayant eu accès aux modèles en avant-première témoignent de gains substantiels. Thomson Reuters a observé une hausse de 17% de précision pour les revues multi-

documents avec son assistant CoCounsel, tandis que Carlyle a noté une amélioration de 50% dans l'extraction de données financières complexes. Le PDG de Windsurf (un IDE augmenté à l'IA), a partagé des résultats impressionnants : GPT-4.1 réduit de 40% les lectures de fichiers inutiles par rapport aux modèles concurrents et modifie 70% moins souvent les fichiers non concernés. Une précision qui rappelle les avancées récentes d'Anthropic avec Claude Code, son agent IA spécialisé dans la génération de code.

Un million de tokens : pourquoi c'est crucial

L'avancée la plus significative de GPT-4.1 réside dans sa capacité à traiter jusqu'à un million de tokens en une seule requête. Pour mettre cette prouesse en perspective, cela équivaut à huit fois la capacité de GPT-4o (128 000 tokens) ou encore huit copies complètes du code source de React. Cette capacité transforme radicalement l'utilisation des modèles de langage dans des contextes professionnels. Les développeurs peuvent désormais analyser des bases de code entières en une seule fois,



et tandis que les juristes peuvent traiter simultanément de multiples documents complexes avec leurs interrelations. OpenAI a spécifiquement entraîné ces modèles pour maintenir leur fiabilité sur l'ensemble de cette fenêtre contextuelle élargie. Dans une démonstration, le modèle a pu identifier avec précision une entrée inhabituelle enfouie dans un journal serveur NASA de 15 000 tokens datant de 1995. Cette amélioration répond directement à la récente annonce de Google dont

Gemini 2.5 Pro propose également une fenêtre d'un million de tokens. Cette course à l'expansion contextuelle contraste avec l'approche de DeepSeek qui, malgré son architecture MoE (Mixture of Experts) innovante, dispose d'une capacité de contexte plus limitée. La décision de ne pas intégrer GPT-4.1 à ChatGPT marque un tournant chez OpenAI, habitué à proposer ses nouveautés en exclusivité sur son service avant de le proposer aux développeurs. Cette orientation rap-

pelle la stratégie d'Anthropic qui délaisse son interface publique Claude au profit d'intégrations dans des applications tierces. Pour les utilisateurs, cela signifie qu'il faudra passer par des services tiers exploitant l'API GPT-4.1 pour bénéficier de ces avancées. Ces services incluent les assistants de codage comme Cursor ou Windsurf, mais aussi des moteurs de recherche comme Perplexity qui s'appuient déjà sur les modèles d'OpenAI.

Être espionné par les USA, la hantise de l'UE qui équipe son personnel de téléphones jetables

Les autorités européennes redouteraient-elles d'être espionnées par les agences de renseignement américaines ? Il semblerait en tout cas qu'elles commencent à prendre des mesures pour protéger leurs employés. Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis se détériorent à grande vitesse. Les récentes décisions du président Donald Trump sur les taxes douanières et les répliques de l'UE n'y sont certainement pas étrangères. Au quotidien, c'est désormais un climat de méfiance qui règne.

Des espions à l'Est, des espions à l'Ouest

Traditionnellement, lorsqu'un employé de l'Union européenne se rend en Chine, en Ukraine ou

en Russie, certaines mesures défensives sont mises en place. Les employés sont ainsi équipés de téléphones portables jetables et de PC portables basiques. Selon le Financial Time, la Commission européenne a décidé de mettre en place ces mêmes mesures pour les employés devant se rendre sur le territoire de Donald Trump. Selon quatre sources différentes, ces directives visent plus précisément les membres de la Commission devant se rendre à Washington pour assister à des réunions à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International. La Commission européenne redoute en effet que les appareils de ces intervenants européens puissent être mis sur écoute et infectés de spyware. Les fonctionnaires de la Commission ont reçu des conseils



pour une sécurité renforcée. Cela inclurait notamment l'extinction des téléphones à la frontière et leur placement dans des étuis spéciaux pour les protéger des interceptions. En effet, les États-Unis disposent du droit de saisir les appareils électroniques

des visiteurs pour en vérifier le contenu. On le sait, cela a récemment conduit à des refus d'entrée pour certains touristes et universitaires européens ayant des contenus critiques sur leurs appareils. Les relations entre les deux

blocs se dégradent. Le président américain a accusé l'UE d'avoir été créée pour "nuire aux États-Unis". Plus spécifiquement sur le plan technologique, cela se matérialise par la mise en place de réglementations spécifiques avec le Digital Market Act et le Digital Service Act auxquels sont soumis plusieurs géants de la tech américains. Outre la position relativement floue de Donald Trump vis-à-vis de la Russie dans le cadre du conflit Ukrainien, le président américain agit la carte des taxes douanières pour affaiblir le commerce étranger. Les tensions entre Bruxelles et Washington deviennent donc un peu plus palpables et pour la Commission européenne, mieux vaut donc éviter de faire fuiter la moindre information compromettante.

Un matériau souvent utilisé pour la production des voitures bientôt interdit en Europe ?

Le Parlement européen classe désormais la fibre de carbone comme un matériau nocif, notamment en ce qui concerne sa fin de vie et son recyclage. Qui aurait cru qu'un jour on parle d'une éventuelle interdiction de la fibre de carbone ? La fibre tressée comme on l'appelle également se retrouve en effet aujourd'hui dans le collimateur du Parlement européen. Connue pour sa légèreté et sa résistance exceptionnelles, elle est massivement utilisée dans l'aéronautique, mais aussi dans l'industrie automobile, notamment haut de gamme. Mais la révision récente de la directive européenne sur les véhicules en fin de vie (ELV) pourrait précipiter sa fin : la fibre de carbone y est désormais classée comme un matériau nocif, une première mondiale. Voilà une décision qui pourrait profondément bouleverser le secteur automobile. Les véhicules électriques, plus lourds en raison de leurs batteries, dépendent de matériaux légers pour améliorer leur autonomie. Or, la fibre de carbone est l'un des seuls matériaux capables de conjuguer rigidité, légèreté et performance. Si de nombreux constructeurs de sportives l'utilisent déjà, comme McLaren qui fabrique des châssis complets avec ce matériau ou Bugatti qui l'utilise à outrance, on se rappelle aussi que la cellule de la BMW i3 était aussi en fibre de carbone.

Pourquoi la fibre de carbone pourrait être interdite

Alors pourquoi cette remise en question soudaine ? L'Union européenne pointe du doigt le risque que représente la fibre de carbone en fin de vie. Une fois combinée à de la résine puis jetée, elle libère des filaments microscopiques qui peuvent rester en suspension dans l'air. Ceux-ci peuvent provoquer des courts-circuits dans les machines, mais surtout entraîner des irritations cutanées et des atteintes aux muqueuses humaines. Ce danger potentiel pour la santé publique et les conditions de recyclage pose problème dans le cadre des objectifs européens de durabilité. À l'heure où l'Europe cherche à renforcer son autonomie industrielle et écologique, cette mesure interroge. Car une interdiction pénaliserait fortement les fabricants asiatiques dominants sur le marché, notamment les japonais Toray, Teijin et Mitsubishi Chemical, qui représentent ensemble plus de 50 % de la production mondiale de fibre de carbone. Pour eux, le secteur automobile européen représente un débouché majeur.

Une décision encore incertaine, mais un signal fort

Rien n'est encore acté. Même si le texte est adopté, l'éventuelle interdiction n'entrerait pas en vigueur avant 2029, laissant du temps aux industriels pour s'adapter. Mais ce délai n'est pas si confortable pour les constructeurs automobiles, qui conçoivent leurs véhicules plusieurs années à l'avance. Cette pression réglementaire pousse déjà à chercher des matériaux alternatifs ou à améliorer les filières de recyclage de la fibre de carbone. Comme souvent, cette décision pourrait être freinée par des négociations ou des amendements. Elle reste cependant un signal fort envoyé par l'Europe : les matériaux utilisés dans l'industrie automobile, aussi performants soient-ils, devront répondre à des exigences strictes en matière d'impact environnemental et sanitaire.

Carlos Tavares va-t-il toucher son dernier chèque de la part de Stellantis ?

Les investisseurs de Stellantis appellent les actionnaires à voter contre la rémunération de départ de Carlos Tavares de 23,1 millions d'euros.



Alors que Stellantis peine encore à trouver un nouveau PDG pour mener le groupe automobile, ce qui devrait être chose faite d'ici à la fin juin, l'évocation du nom de son ancien patron fait encore grincer des dents. Carlos Tavares, parti en décembre dernier, est encore au cœur de toutes les discussions alors que l'assemblée générale du groupe est convoquée ce mardi 15 avril en début d'après-midi. Pourquoi le nom de l'ex-PDG portugais revient-il ? Pour la même raison qui a fait grincer des dents durant des années : sa rémunération. Et plus précisément cette fois-ci, le dernier chèque qui devrait lui être fait : 34 millions d'euros.

Le calcul du dernier chèque de Carlos Tavares

Avant de savoir ce qui est reproché à ce montant, il faut d'abord comprendre comment il se décompose. En effet ces 34 millions d'euros regroupe des sa-

laire et des indemnités diverses. On parle notamment de la rémunération de Carlos Tavares au titre de l'année 2024 qui s'élève à 23 millions d'euros, comprenant à la fois le salaire fixe de 2 millions d'euros, 20,5 millions d'euros de primes variables et plus de 500 000 euros de prestations de retraite. Et puis il faut encore ajouter l'indemnité de départ de 2 millions d'euros conformément à la loi néerlandaise en cas de licenciement, ce qui correspond à 1 an de salaire fixe. Et ce n'est pas fini car il y a aussi une prime d'objectifs d'environ 10 millions d'euros pour "atteinte d'une étape de transformation de l'entreprise". Autant d'émoluments qui font grincer des dents, surtout vu l'état dans lequel se retrouve le groupe.

Ce que pensent les observateurs de la rémunération de Carlos Tavares

La fronde contre cette rémunération de Carlos Tavares est menée par Allianz

Global Investors, une filiale de gestion d'actifs de l'assureur allemand. Dans un communiqué, le cabinet explique : "L'enveloppe de rémunération de 23,1 millions d'euros proposée pour l'ancien directeur général semble excessivement généreuse, compte tenu des performances médiocres et des raisons avancées pour justifier sa démission". Par ailleurs, un autre cabinet de conseil, Proxinvest, pointe du doigt le fait que ce montant ait été calculé sur 12 mois alors même qu'il n'a pas travaillé en décembre.

L'indemnité de départ d'un an de salaire fixe pose aussi problème alors que l'ancien directeur général est officiellement censé avoir démissionné et ne pas avoir été licencié.

Reste désormais à savoir si l'appel à voter contre cette rémunération de Carlos Tavares sera suivi lors de l'assemblée générale ce 15 avril à Amsterdam. Sachant que ce vote n'est que purement consultatif...

Alfa Romeo : progression fulgurante grâce à un seul modèle !

Alfa Romeo affiche la meilleure progression du groupe Stellantis en ce début d'année. Certes, la marque italienne part de loin, mais un modèle en particulier lui permet de retrouver un second souffle qui n'est pas anodin. Alfa Romeo aurait-il dû sauter le pas plus tôt ?

Même si la marque est passée sous les radars du cabinet McKinsey, mandaté par Stellantis pour trouver une solution aux difficultés rencontrées par les Italiens, Alfa Romeo démarre plutôt bien 2025 et on peut dire que ses récents choix stratégiques lui ont fait du bien. À trop vouloir se concentrer uniquement sur les segments C ou D, avec des modèles incapables de rivaliser avec les allemands, Alfa Romeo en avait oublié de

faire des volumes. Et ces volumes, le Junior les apporte indéniablement. Les grincheux diront qu'il s'agit d'un nouvel et énième recarrossage de la plateforme des Peugeot 2008 et autre Opel Mokka ou Jeep Avenger. Mais il faut bien admettre que ce crossover urbain fait un bien fou à Alfa Romeo.

Ventes doublées pour Alfa Romeo en France

Sur le seul mois de mars, les ventes d'Alfa Romeo en France ont progressé de quasiment 100%. Un total doublé uniquement grâce au Junior, dont la stratégie multiénergie propre à Stellantis lui permet d'aller conquérir différents publics. Les réfractaires à l'électrique peuvent se satisfaire d'une variante

hybride, et les conquis de la prise ont droit à deux versions, dont une plutôt véloce avec ses 280 ch et son différentiel avant mécanique autobloquant.

Un Junior qui démarre donc l'année 2025 en force avec 1 423 livraisons sur notre territoire, soit à peu de choses près autant que toute la gamme du Kia Niro ou encore du Škoda Enyaq. Car Alfa Romeo joue désormais dans la cour de ces marques-là avec le Junior – des constructeurs étrangers aux parts de marché assez variables, mais plutôt faibles dans un pays archi dominé par le trio Citroën/Peugeot.

Un tiers des commandes de Junior se font en électrique, signe que la sauce semble bien prendre. Le mix est notamment supérieur à celui d'un Peugeot

3008 – 20% de ventes en électrique environ.

Du mieux, malgré le Tonale

Le Junior offre donc un grand bol d'air à Alfa Romeo, mais tout n'est pas encore rose pour la marque italienne. Les Stelvio et Giulia, en fin de vie, sont en attente d'une nouvelle et future génération qui oubliera la plateforme spécifique pour la STLA Large commune à l'ensemble du groupe. Et puis, comment ne pas citer le Tonale, dont les ventes ont chuté de moitié sur le premier trimestre en France, à 552 unités. Concernant les Stelvio et Giulia, les malus n'arrangent rien à la situation, les deux autos étant dépourvues de toute version hybride ou électrique.

Mots fléchés

Corps de métier			Agence spatiale européenne		24 heures		Livre avec bulles		Lisse service de table qui est un bien de la famille		Entrée au Vietnam	
Concordance		Détention	Force								Passage neigeux	
Débris		Grande école			Boiteux		Service hospitalier		Ville auvergnate			
		Tas							Obtenue			
					Dynastie de peintres flamands							Sucres simples
					Titane							
La loi du silence							Voie citadine				Sommes reques	Saison chaude
Poteau												
							Types					
Mousseux italien					Passé-partout				Visagé			
					Contestes				Deux romain			
Dictateur et maréchal yougoslave		Ville allemande					Filles d'un frère					
		Modéré										
				Troisième personne du singulier			Habit imperméable					Métal précieux
				Bagnole			Sain					Rivière du Congo
Baptisée						Sélénium			Aussi			
Première page						Bedaine			Boisson à l'eau			
			Maison en bois					Unité de mesure				
			Infini									
Supposé		Pays champenois			Rivière bretonne					Roi de Juda		Griffe de rapace
		Marrantes										
								Piège à poissons				
Inspiratrice		Dieu de l'Amour		Ville roumaine	Cambades						Bagages	Apprendre
						Ville des Bouches-du-Rhône		Refuge				
								Revenus réguliers sans avoir à travailler				
Decora					Léger					Le cinéma est le septième		
					Partie d'intestin					Bon geste		
Distraction												
Gouttelette de salive							Qui a de gros os		Echymose			
									Bradype			Beau perroquet
									Itale jaune			
Coupelle de labo		l'antale		L'Estonie						Capucin		
				Soldat US								
			Mômes								Longue période	
Confère						Usagé				Poisson		

La 8^e édition du Salon Texstyle Expo du 21 au 23 avril à Alger

La 18^e édition du Salon international du textile, de l'habillement, du cuir et de l'équipement "Texstyle Expo" se tiendra du 21 au 23 avril au Palais des expositions (SAFEX) à Alger, sous le parrainage du ministre de l'Industrie, indiquent mardi les organisateurs dans un communiqué. Considéré comme la plus grande plateforme du secteur du textile en Algérie, le Salon qui représente une occasion pour les opérateurs économiques d'établir de nouveaux partenariats commerciaux et d'analyser l'évolution du marché algérien du textile, regroupera plus de 200 exposants, dont 60 entreprises algériennes et 140 étrangères issues de pays leaders dans le domaine, à l'instar de la Chine, la Turquie, l'Égypte, l'Allemagne, l'Inde et le Pakistan.



FONDATION INTERNATIONALE POUR LA JEUNESSE ET L'ENFANCE

Organisation samedi prochain d'un Forum à Alger

La Fondation Internationale pour la Jeunesse et l'Enfance (International Foundation for Youth and Children) annonce l'organisation, samedi prochain à au Centre Culturel de la Grande Mosquée d'Alger à Mohammadia, un forum national intitulé : « Le rôle de la jeunesse dans la promotion de l'intégration africaine », annoncent les organisateurs dans un communiqué. Placé sous le slogan « La force du changement pour un continent prospère », le Forum qui sera présidé par M. Ishak kenouna ibn el kayem Président de la Fondation Internationale pour la Jeunesse et l'Enfance (International Foundation for Youth and Children), vise à encourager le dialogue constructif et l'échange d'expériences entre jeunes leaders. Le forum comprendra plusieurs séances et conférences animées par un groupe de docteurs, chercheurs et spécialistes sur des thèmes importants : « La jeunesse africaine et la construction de l'avenir du continent : opportunités et défis ; Innovation et entrepreneuriat : clé de l'intégration économique africaine ; Le rôle des comités spécialisés de l'Union africaine dans la réalisation de l'intégration et enfin la négociation et la prise de décision au sein de l'Union africaine ». Le forum comprendra également des ateliers de formation encadrés par des experts spécialisés, notamment : « Atelier de réflexion stratégique : Concevoir un projet commun pour la jeunesse africaine ; Atelier de création de campagnes médiatiques : Promouvoir la solidarité africaine et Atelier de planification stratégique : Pour les initiatives de la jeunesse africaine ».

S. R.

MONNAIE

Le dollar s'affiche mitigé face aux incertitudes douanières américaines

Le dollar s'affiche mitigé, en suspens face aux incertitudes douanières américaines et chinoises, tandis que la livre sort du lot après des données sur l'emploi britannique confortant une approche prudente vis-à-vis des baisses de taux. Le billet vert grappillait, dans la matinée, 0,03% face à la monnaie unique, à 1,1347 dollar, mais reflua face au yen (-0,17%) ou à la livre. La devise britannique, qui avait déjà gagné 1% face au dollar entre l'ouverture de la séance de lundi et sa clôture, continuait de se distinguer mardi, en progression de 0,30% à 1,3231 dollar. Plus tôt dans la séance, la livre avait atteint un nouveau plus haut depuis début octobre 2024 par rapport au billet vert, à 1,3238 dollar. Selon les analystes, "plus les Etats-Unis ébranlent le monde avec des droits de douane, plus le reste du monde se détourne du dollar", qui "reste sous pression, les anticipations de croissance s'affaiblissent".

EL KANTARA (BISKRA)

Inauguration d'une unité de production de fourrages extraits de résidus de palmier

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a inauguré, mardi dans la circonscription administrative d'El Kantara (Biskra), une unité de production d'aliments de bétail extraits de résidus de palmiers. Samira Meradi, chercheuse au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, a indiqué à l'attention du ministre qui effectuait une visite d'inspection dans la wilaya, que la capacité de production de cette unité, actuellement de 200 quintaux/jour, atteindra

les 400 quintaux/jour à l'avenir. Dans une déclaration à la presse en marge de l'inauguration, aux côtés du wali, Lakhdar Seddas, de cette unité, M. Baddari a souligné qu'"il s'agit-là du fruit de la recherche scientifique dans son volet relatif à la production d'aliments de bétail à partir de nouveaux composés et au remplacement du maïs par les résidus de palmiers, ce qui permet de réaliser le développement durable, de réduire le coût des aliments et de créer de la richesse et de nouveaux postes d'emploi au profit de la population de Biskra".

Le ministre avait entamé sa visite en écoutant, dans la salle de conférences du siège de la wilaya, un exposé sur

son secteur, avant d'honorer les lauréats de la 2^{ème} édition du concours universitaire national de programmation et de robotique, organisé par l'université de Biskra entre le 12 et le 16 avril.

M. Baddari a également présidé une cérémonie de signature d'une convention de partenariat commercial entre Global Agrifood (une filiale du holding Madar) et le CRSTRA destinée à impulser la coopération entre les deux parties.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique devait poursuivre sa visite par l'inspection de plusieurs structures relevant de son département ministériel.

Publicité

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISE

Le CREA annonce l'annulation de sa visite en France

Le Conseil du Renouveau économique algérien (CREA) a annoncé, mardi dans un communiqué, l'annulation de la visite qu'il devait effectuer en France, ainsi que de la rencontre prévue avec le Mouvement des entreprises de France (MEDEF). Cette décision, précise la même source, "intervient à la suite d'une mesure prise par les autorités françaises, déconseillant fortement à un dirigeant d'une entreprise française de transport maritime de se rendre en Algérie pour concrétiser un projet d'investissement". "Cette annulation provoquée et justifiée par les autorités françaises au motif de la +crise entre les deux pays+, contredit les déclarations officielles appelant à l'apaisement et à la normalisation des relations algéro-françaises", note le communiqué. "Il est paradoxal que les mêmes autorités françaises, qui expriment des préoccupations quant à la participation limitée des entreprises françaises aux appels d'offres internationaux en Algérie, prennent des mesures qui entravent les initiatives d'investissement privés", déplore le CREA. "Face à cette situation incohérente et aux signaux négatifs adressés aux acteurs économiques algériens", le CREA estime qu'"il n'est pas opportun de maintenir sa visite en France ni sa rencontre avec le MEDEF". L'Organisation patronale algérienne "réaffirme son engagement en faveur de partenariats internationaux fondés sur la réciprocité, la transparence et le respect mutuel et demeure mobilisé pour défendre les intérêts de l'économie algérienne et de ses acteurs".

POUR UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE, FACE AU DÉFI D'UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SANITAIRE DURABLE

23^{ème} édition

SIPSA

FILAHA AGROFOOD

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

26 > 29 MAI 2025

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COINDE AVEC:

Afrika Food Export DJAZAQUA

ENTREZ DANS LE CŒUR DU MARCHÉ AGRICOLE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE !

40 000 VISITEURS PROFESSIONNELS

720 EXPOSANTS DE 39 PAYS

www.sipsa-filaha.com

Réservez votre stand

EXPO 2025
Année 2025 - 7 Days Event
19320 Alger - Algérie
Tél. : +213(0) 20 31 83 08 / +213(0) 770 89 58 89
Fax : +213(0) 20 31 83 08 - Email : sipsa@filaha.com